

TABLEAU DE BORD

L'Observatoire des personnes en situation de handicap en Auvergne-Rhône-Alpes

Édition 2024

PRITH PLAN RÉGIONAL D'INSERTION
DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



Projet financé par



Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités



et réalisé par



Introduction

Le 15 juin 2023, le Plan Régional en faveur de l'Insertion des Travailleurs Handicapés en Auvergne-Rhône-Alpes était signé pour la période 2023 - 2027.

Ce plan ambitieux, organisé autour de quatre axes stratégiques, est associé à un suivi statistique visant à **collecter et diffuser des informations afin d'éclairer l'action des partenaires, « Connaître pour mieux agir ».**

L'AGEFIPH et la DREETS ont confié à Via Compétences, CARIF-OREF d'Auvergne-Rhône-Alpes, la mission de construire un Observatoire régional du public en situation de handicap.

Son but est de **rassembler et mettre à la disposition des acteurs du handicap des données chiffrées, claires et fiables.**

L'Observatoire est construit autour du parcours des personnes en situation de handicap, de leur entrée dans la vie active jusqu'aux enjeux de maintien dans l'emploi.

Cette première synthèse annuelle est le fruit d'un **travail de construction et de collecte de données éparses, rassemblées auprès de nombreux partenaires** (DREETS, Agefiph, France Travail, Carsat Auvergne, Carsat Rhône-Alpes, Presanse, le réseau Cheops...) que nous remercions vivement pour leur appui.

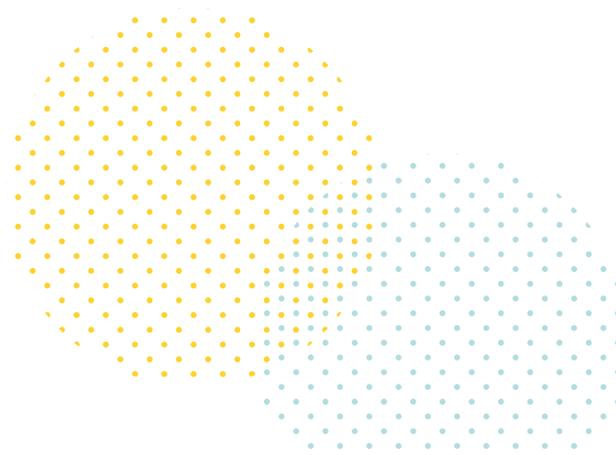
Cette synthèse, qui sera amenée à **évoluer au fil du temps**, complète l'outil permanent de mise à disposition de données Datascope ; www.datascope.via-competences.fr ; où seront régulièrement incrémentés les derniers chiffres disponibles.

Vous trouverez dans ce tableau de bord annuel un **panorama complet du handicap en Auvergne-Rhône-Alpes**, de la démographie générale, jusqu'au maintien dans l'emploi, en passant par la préparation à l'emploi et le marché du travail, agrémenté de commentaires et d'analyses.

Nous vous en souhaitons bonne lecture !



*L'Observatoire
est construit autour
du parcours
des personnes
en situation
de handicap, de leur
entrée dans la vie
active jusqu'aux enjeux
de maintien dans
l'emploi.*



Sommaire



#1 Démographie du territoire

- A. Population générale p. 5 - 7
- B. Population active p. 8 - 9
- C. Population salariée p. 10

#2 Population en situation de handicap

- A. Données nationales p. 12
- B. Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) p. 13
- C. Autres reconnaissances p. 14 - 15

#3 Préparation à l'emploi

- A. Formation initiale en milieu ordinaire p. 18 - 19
- B. Formation initiale en établissements spécialisés p. 20
- C. Apprentissage p. 21 - 22
- D. Contrats de professionnalisation p. 23 - 24

#4 Emploi

- A. Emploi privé p. 26 - 28
- B. Emploi public p. 29 - 30
- C. Emploi dans les Structures d'insertion pour l'activité économique (SIAE) p. 31
- D. Emploi dans les Entreprises Adaptées (EA) p. 32
- E. Emploi dans les Établissements et Services d'Accompagnement du Travail (ESAT) p. 33

#5 Marché du travail

- A. Demande d'emploi p. 35 - 38
- B. Formation des demandeurs d'emploi p. 39 - 40

#6 Maintien dans l'emploi

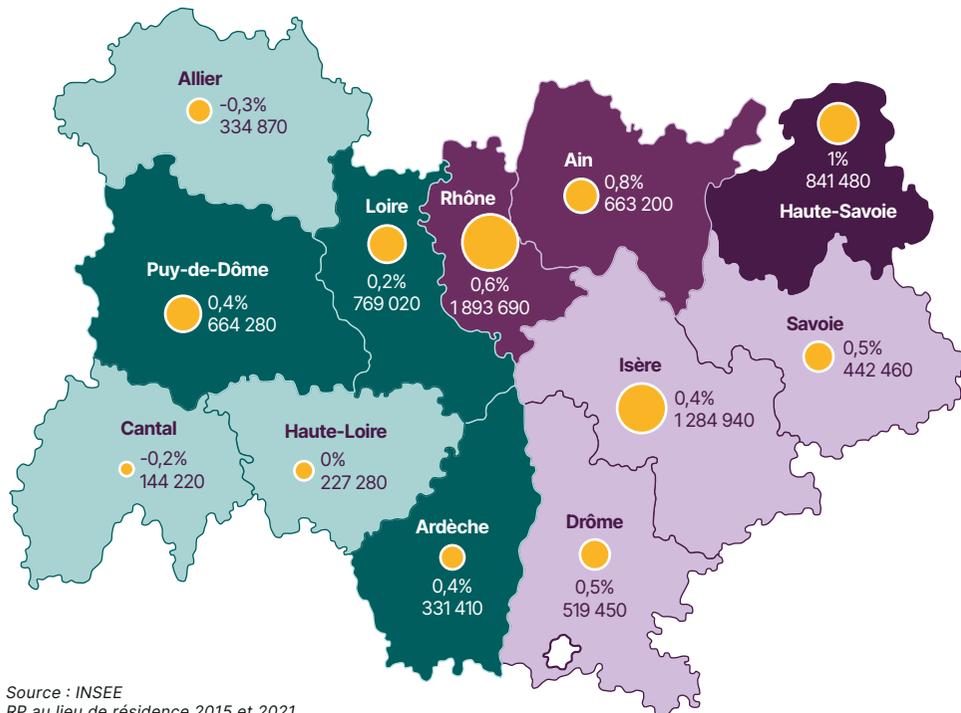
- A. Critères de risques et populations liées p. 42
- B. Signalements et prises en charge par les Cap emploi p. 43 - 44
- C. Zoom sur la prévention de la désinsertion professionnelle et le travail des services de prévention et de santé au travail p. 45
- D. Situations de maintien : zoom sur l'activité des services MDE des Cap emploi p. 46 - 47
- E. Licenciements pour inaptitude p. 48

Glossaire p. 49

#1 Démographie du territoire

#1 A. Population générale

Population résidente en 2021 et évolution entre 2015 et 2021



Source : INSEE
RP au lieu de résidence 2015 et 2021



Évolution du nombre d'habitants 2015-2021 (en %) :



Nombre d'habitants en 2021 :



- ➔ En 2021, **Auvergne-Rhône-Alpes est la 2^{ème} région française** avec plus de 8 millions d'habitants, soit 12% du total national.
- ➔ Avec **une population en hausse de 0,5% par an en moyenne** entre 2015 et 2021, Auvergne-Rhône-Alpes se situe au-dessus de la moyenne nationale (+0,3% en France métropolitaine).
- ➔ Cet accroissement est porté par un **solde migratoire positif** (+188 530 personnes).
- ➔ **La situation est très contrastée au niveau départemental** : la Haute-Savoie, l'Ain, le Rhône et la Savoie enregistrent une évolution plus favorable que la moyenne régionale tandis que, à l'inverse, l'Allier et le Cantal voient leur population se contracter entre 2015 et 2021.



473 900 personnes avec une limitation physique



304 400 personnes avec une limitation sensorielle



224 700 personnes avec une limitation cognitive

Note : une personne peut déclarer plusieurs limitations.

Source : DREES, enquête Vie Quotidienne et Santé de 2021

#1 A. Population générale

Répartition par âge de la population en 2021

	Ensemble de la population			Indice de vieillissement		Personnes ayant une limitation fonctionnelle sévère ou une forte restriction d'activité		
	Moins de 25 ans	De 25 à 49 ans	50 ans et plus	2021	2015	De 5 à 24 ans	De 25 à 59 ans	60 ans et plus
Ain	30%	32%	38%	72	63	11%	40%	48%
Allier	25%	26%	49%	139	121	7,1%	32%	61%
Ardèche	25%	27%	47%	118	102	8,9%	28%	63%
Cantal	23%	26%	51%	154	139	7,4%	27%	66%
Drôme	28%	29%	42%	94	83	14%	29%	57%
Isère	31%	31%	38%	75	66	12%	38%	50%
Loire	30%	29%	42%	94	86	7%	33%	60%
Haute-Loire	26%	28%	46%	114	97	13%	28%	59%
Puy-de-Dôme	29%	30%	42%	99	91	7%	38%	55%
Rhône	33%	33%	34%	68	63	10%	40%	51%
Savoie	28%	31%	41%	92	81	14%	29%	57%
Haute-Savoie	29%	35%	36%	71	63	13%	37%	50%
Auvergne-Rhône-Alpes	30%	31%	39%	84	76	10%	35%	54%

Source : Insee - RP au lieu de résidence 2015-2021

Source : DREES, enquête Vie Quotidienne et Santé de 2021



L'indice de vieillissement est le rapport entre la population des 65 ans et plus et celle des moins de 20 ans. Un indice de 100 indique un équilibre entre les 65 ans et plus et les moins de 20 ans.

Plus l'indice est faible plus le rapport est favorable aux jeunes, plus il est élevé plus il est favorable aux personnes âgées.

- En région, les **50 ans et plus** représentent **39%** de la population. Cette prééminence des séniors est encore plus marquée dans la population présentant des **limitations fonctionnelles avec plus de la moitié (54%) de 60 ans et plus.**
- Selon le département, des disparités existent dans la population générale : **sur-représentation des jeunes dans le Rhône ou l'Isère et sur-représentation des séniors dans l'Allier et le Cantal.** Ces écarts à la moyenne régionale diffèrent pour la population présentant des limitations : certes, une sur-représentation des séniors dans l'Allier, l'Ardèche ou le Cantal mais une sur-représentation des jeunes dans la Drôme et la Savoie.
- L'**indice de vieillissement** de la population mesuré en Auvergne-Rhône-Alpes est le **3^{ème} plus faible** en **France métropolitaine** (84,3 en région contre 87,5 au niveau national). Il a cependant enregistré une progression de 8 points en 6 ans.
- Au niveau départemental, **l'indice le plus élevé** est observé dans le **Cantal, l'Allier et l'Ardèche** qui ont également connu les plus fortes progressions depuis 2015. À l'inverse, le ratio et son évolution sont **les plus faibles** dans le **Rhône, la Haute-Savoie et l'Ain.**

#1 A. Population générale

Répartition de la population de plus de 15 ans par type d'activité en 2021

	Actifs ayant un emploi	Chômeurs	Élèves, étudiants, stagiaires non rémunérés	Femmes ou hommes au foyer	Retraités ou pré-retraités	Autres inactifs
Ain	58%	5.7%	6.7%	2.6%	27%	3.6%
Allier	46%	6.5%	5.7%	2.4%	39%	5.2%
Ardèche	49%	6.6%	5.8%	2.2%	36%	4.6%
Cantal	50%	3.9%	5.2%	1.4%	39%	4.3%
Drôme	52%	7.2%	6.6%	2.7%	32%	4.6%
Isère	55%	6.0%	9.0%	2.5%	27%	4.0%
Loire	50%	6.6%	8.0%	2.8%	33%	4.7%
Haute-Loire	51%	5.0%	6.1%	1.6%	36%	4.1%
Puy-de-Dôme	52%	6.1%	8.9%	2.2%	31%	4.2%
Rhône	56%	6.9%	11%	2.8%	24%	4.4%
Savoie	56%	4.8%	7.0%	2.2%	30%	3.7%
Haute-Savoie	61%	5.8%	6.4%	2.6%	24%	3.4%
Auvergne-Rhône-Alpes	54%	6.2%	8.2%	2.5%	29%	4.2%

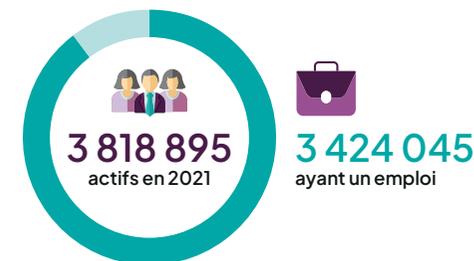
Source : Insee - RP au lieu de résidence 2021



La population active au sens du recensement de la population comprend les personnes qui déclarent :

- exercer une profession (salarisée ou non) même à temps partiel ;
- aider une personne dans son travail (même sans rémunération) ;
- être apprenti, stagiaire rémunéré ;
- être chômeur à la recherche d'un emploi ou exerçant une activité réduite ;
- être étudiant ou retraité mais occupant un emploi ;
- être militaire du contingent (tant que cette situation existait).

Cette population correspond donc à la **population active occupée** à laquelle s'ajoutent les **chômeurs en recherche d'emploi** et les **militaires du contingent** tant que cette situation existait.



Avertissement : Un chômeur au sens du recensement de la population n'est pas forcément un chômeur au sens de France Travail ou au sens du BIT (et inversement).

Les données présentées ici sont celles du recensement de la population.

- **54% des habitants** en région (âgés de 15 ans et plus) sont des **actifs ayant un emploi**.
- Notamment en lien avec son offre de formation dans le supérieur, le **Rhône** se distingue par un **taux d'élèves et d'étudiants** qui excède de **3 points le taux régional**.
- **39%** des habitants de **l'Allier ou du Cantal** sont des **retraités** (ou pré-retraités) ; à l'inverse, c'est dans le Rhône et la Haute-Savoie que l'on trouve la part de retraités la plus faible. Les chiffres sont cohérents avec l'indice de vieillissement (cf. page 6).

#1 B. Population active

Caractéristiques des actifs en 2021



Source : Insee - RP au lieu de résidence 2021

- ➔ **3 départements** ont un taux d'activité supérieur à celui de la région : il s'agit des 3 départements frontaliers que sont la **Haute-Savoie** (81%), l'**Ain** (79%) et la **Savoie** (78%). Ces 3 départements ont également les taux d'actifs en emploi les plus élevés de la région.
- ➔ **L'Allier, la Loire et le Puy-de-Dôme** ont, à l'inverse, le **taux d'actifs et d'actifs en emploi les moins élevés** de la région (74% pour chacun de ces départements).

Actifs ayant un emploi



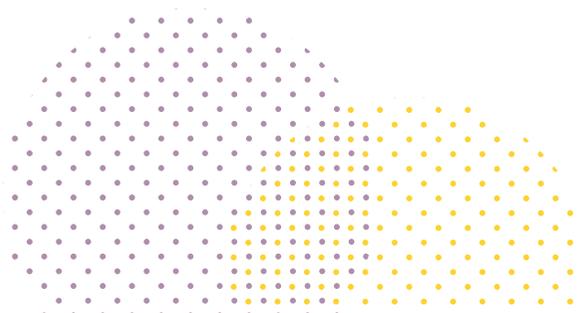
- ➔ C'est en **Haute-Savoie** que le **taux d'activité des femmes** est plus **élevé** ainsi que celui des 55-64 ans.
- ➔ La répartition des actifs par âge et par sexe reste quasiment la même dans la population avec ou sans emploi.
- ➔ **83% des 25-54 ans** sont **en emploi** ; **65%** pour les femmes.

- ➔ Depuis 2015, le **pourcentage d'actifs** dans l'ensemble de la population **progressé** significativement, **passant de 74% en 2015 à 76% en 2021**.
- ➔ Cela s'explique par un **allongement des durées de cotisations pour accéder à la retraite** (entre 2015 et 2021, le pourcentage de retraités ou préretraités a diminué de 1,3 point).
- ➔ Le **taux d'activité varie énormément** en fonction de **l'âge et du sexe** : le taux d'activité des femmes est de 74% (-5 points par rapport aux hommes), et celui des 25-54 ans atteint 92% (+31 points par rapport aux 55-64 ans).



Le **taux d'activité** est le rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante.

Le **taux d'emploi** rapporte le nombre de personnes en emploi à la population totale. Il peut être calculé pour une sous-catégorie de la population donnée (par exemple une tranche d'âge, les habitants d'une région, les titulaires d'un diplôme, etc.).



#1 B. Population active

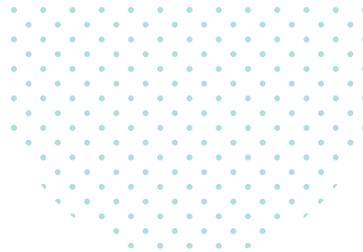
Répartition de la population active (15-64 ans) par catégorie socio-professionnelle en 2021

	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions Intermédiaires	Employés	Ouvriers
Ain	0,9%	6,5%	15%	27%	26%	24%
Allier	3,2%	6,6%	9,2%	23%	32%	26%
Ardèche	2,6%	8,5%	11%	26%	28%	25%
Cantal	9,0%	8,0%	8,5%	22%	30%	23%
Drôme	2,1%	7,9%	13%	26%	27%	24%
Isère	0,7%	6,5%	20%	28%	25%	20%
Loire	1,3%	6,8%	12%	26%	28%	25%
Haute-Loire	4,3%	8,1%	9,2%	25%	28%	26%
Puy-de-Dôme	1,8%	6,4%	17%	26%	27%	22%
Rhône	0,5%	6,1%	25%	28%	25%	16%
Savoie	1,0%	8,0%	15%	29%	27%	21%
Haute-Savoie	0,7%	7,4%	16%	29%	26%	21%
Auvergne-Rhône-Alpes	1,3%	6,8%	18%	27%	26%	21%

Source : Insee - RP au lieu de résidence 2021

- ➔ Les **professions intermédiaires et les employés** sont les **catégories socio-professionnelles les plus présentes** en Auvergne-Rhône-Alpes, elles représentent plus de la moitié des emplois (27% et 26% respectivement).
- ➔ Les **cadres et professions intellectuelles supérieures** sont largement **sous-représentés** dans le **Cantal, l'Allier et la Haute-Loire**.
- ➔ Le **Rhône** apparaît comme une **exception en région**, avec une **très forte sur-représentation des cadres et professions intellectuelles supérieures**, et une sous-représentation des agriculteurs mais surtout des ouvriers.
- ➔ La **proportion d'agriculteurs** atteint un **record dans le Cantal** où ils représentent 9,0% des emplois, contre 0,5% pour le Rhône.

#1 C. Population salariée



Nombre et caractéristiques de la population salariée en 2021

	Nombre de salariés	Évolution 2015-2021	% temps partiel parmi les salariés	% femmes parmi les salariés
Ain	262 010	+ 5,7%	16%	49%
Allier	105 921	- 2,4%	17%	51%
Ardèche	106 791	+ 2,3%	22%	51%
Cantal	46 544	- 1,8%	18%	52%
Drôme	175 575	+ 4,9%	20%	50%
Isère	485 409	+ 3,8%	18%	49%
Loire	260 906	+ 3,3%	20%	50%
Haute-Loire	77 179	- 0,0%	22%	51%
Puy-de-Dôme	237 417	+ 2,0%	17%	50%
Rhône	714 585	+ 5,6%	17%	50%
Savoie	166 118	+ 2,8%	19%	50%
Haute-Savoie	344 803	+ 6,6%	20%	49%
Auvergne-Rhône-Alpes	2 983 258	+ 4,0%	18%	50%

Source : Insee - RP au lieu de résidence 2015-2021

- ➔ Depuis 2015, les seuls départements à avoir vu leur **nombre de salariés diminuer** sont **l'Allier** (-2,4%) et le **Cantal** (-1,8%). À l'inverse, la **Haute-Savoie** enregistre la **plus forte croissance** du **nombre de salariés** : **+6,6%** entre 2015 et 2021.
- ➔ Il y a de **fortes disparités entre les territoires** sur la part des salariés à temps partiel, elle oscille de 16% dans l'Ain à 22% en Ardèche et en Haute-Loire.
- ➔ La part des femmes parmi les salariés est quasiment la même sur l'ensemble de la région.



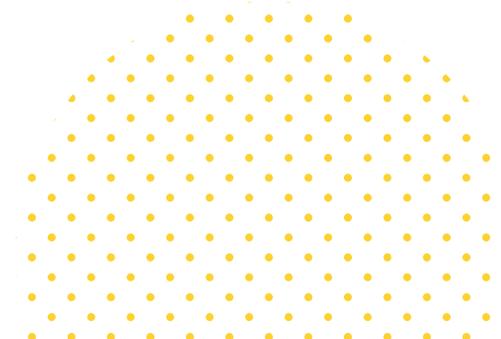
+4,0%
entre 2015 et 2021



Nombre de femmes salariées **stable**



-1,5%
point sur la part des salariés à temps partiel

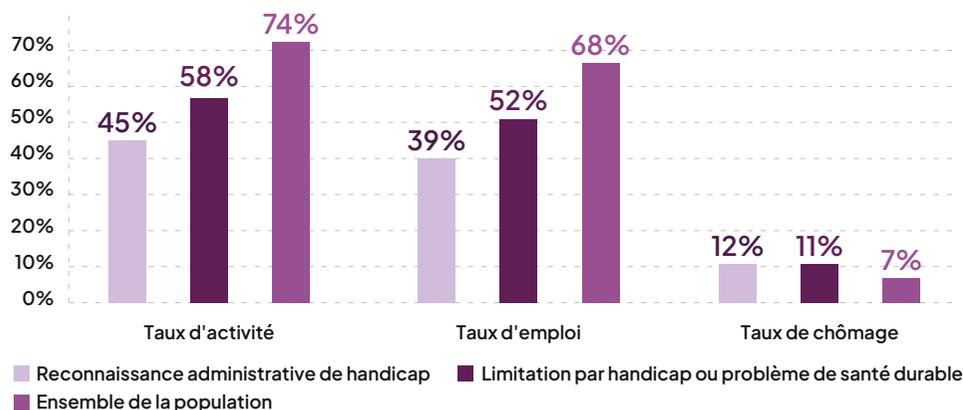


#2

Population en situation de handicap

#2 A. Données nationales

Situation professionnelle du public handicapé en 2023



Source : Insee, enquête Emploi 2023.

- Les **taux d'emploi et d'activité** sont **en retrait** par rapport à l'ensemble de la population :
 - Des **écarts très marqués** pour la population **ayant une reconnaissance administrative de handicap** (de l'ordre de -29 points aussi bien pour le taux d'activité que le taux d'emploi),
 - Des écarts nets quoique moindres pour la population en limitation par handicap ou problème de santé durable (-16 points).
- Dans les deux cas, on peut établir le **lien avec les taux de chômage plus élevés** (respectivement +5 et +4 points).



Sont comptabilisées dans les personnes ayant une reconnaissance administrative de handicap, les personnes recevant l'AAH et celles ayant une RQTH (cf. les parties des pages suivantes).

Le nombre de limitations vient de l'indicateur de limitation d'activité générale qui dénombre les personnes déclarant être limitées depuis au moins six mois, à cause d'un problème de santé, dans les activités que les gens font habituellement.

Caractéristiques du public handicapé en emploi en 2023

Caractéristiques		Reconnaissance administrative de handicap	Limitation par handicap ou problème de santé durable	Population totale en emploi
Sexe	Femmes	51%	55%	49%
	Hommes	49%	45%	51%
Âge	15-24 ans	4%	5%	10%
	25-39 ans	19%	22%	34%
	40-49 ans	27%	25%	25%
	50-64 ans	50%	48%	31%
Catégorie socioprofessionnelle	Agriculteurs, artisans, commerçants et chefs d'entreprise	6%	8%	8%
	Cadres	11%	13%	22%
	Professions intermédiaires	23%	24%	26%
	Employés	33%	32%	25%
Temps de travail	Ouvriers	27%	23%	19%
	Temps complet	67%	73%	83%
	Temps partiel	33%	27%	17%
Effectifs (en milliers)		1 205	3 524	28 012

Source : Insee - enquête Emploi 2023

- La population est composée en majorité de femmes, de séniors, d'employés et d'ouvriers et de personnes en contrats à temps complet.
- Si on **compare les publics** ayant une reconnaissance administrative de handicap ou une limitation par handicap ou problème de santé durable à l'ensemble de la population, on constate une **sur-représentation** :
 - Des **femmes** (51% et 55%),
 - Des **séniors** (50% et 48%),
 - Des **employés** (33% et 32%),
 - De **contrats à temps partiel** (33 et 27% contre 17% pour l'ensemble de la population).

#2 B. Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH)

Nombre de droits RQTH ouverts et attribués et leur évolution de 2015 à 2022

	Nombre total de droits RQTH attribués	Évolution 2015-2022	Nombre de personnes ayant au moins un droit RQTH ouvert auprès de la MDPH	Évolution 2015-2022
Ain	6 474	+ 27%	23 261	+ 46%
Allier	3 267	- 0,5%	13 992	+ 31%
Ardèche	3 136	+ 12%	14 171	+ 37%
Cantal	1 303	+ 28%	4 872	+ 32%
Drôme	6 624	+ 63%	22 414	+ 30%
Isère	13 679	+ 50%	51 522	+ 53%
Loire	5 813	- 14%	26 105	+ 6,0%
Haute-Loire	2 644	+ 59%	11 911	+ 35%
Puy-de-Dôme	6 407	+ 32%	25 955	+ 46%
Rhône	19 390	+ 42%	70 594	+ 60%
Savoie	3 843	+ 6,8%	14 986	+ 31%
Haute-Savoie	5 596	+ 18%	23 458	+ 30%
Auvergne-Rhône-Alpes	78 176	+ 29%	303 241	+ 40%
France entière	686 189	+ 24%	2 693 041	+ 32%

Source : CNSA - Portraits de Territoires 2015-2022.

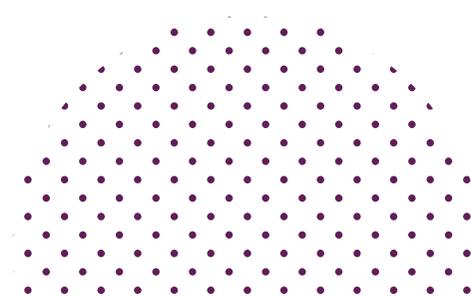
- En 2022, plus de **303 200 personnes** ont au moins un **droit RQTH ouvert** auprès d'une MDPH* en Auvergne-Rhône-Alpes, environ 2 693 000 au niveau national.
- Ce nombre **a augmenté de 40%** entre 2015 et 2022 (+32% au niveau national).
- Près de **78 200 droits RQTH** ont été **attribués** en 2022 par une MDPH en Auvergne-Rhône-Alpes (soit 11% du total national).
- Le **nombre de droits RQTH attribués a augmenté de 29%** entre 2015 et 2022 (+24% au niveau national).

* Un glossaire est disponible en fin de document.



La reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) est attribuée par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) aux personnes handicapées.

Elle peut donner accès à des mesures favorisant l'insertion professionnelle ou le maintien dans l'emploi.



#2 C. Autres reconnaissances : l'Allocation d'Éducation de l'Enfant Handicapé

Nombre d'allocataires de l'AAEH en 2022

	Nombre d'enfants	Évolution 2018-2022	Nombre d'allocataires de l'AAEH pour 1 000 habitants de moins de 20 ans
Ain	4 099	+ 43%	24
Allier	1 507	+ 16%	23
Ardèche	1 289	+ 6,6%	18
Cantal	1 291	+ 35%	48
Drôme	2 618	+ 51%	22
Isère	7 090	+ 26%	22
Loire	6 052	+ 48%	33
Haute-Loire	2 037	+ 26%	42
Puy-de-Dôme	3 902	+ 31%	26
Rhône	11 565	+ 42%	24
Savoie	1 470	+ 40%	15
Haute-Savoie	3 868	+ 37%	19
Auvergne-Rhône-Alpes	46 788	+ 33%	24

Source : MSA - CNAF - INSEE - 2018-2022.

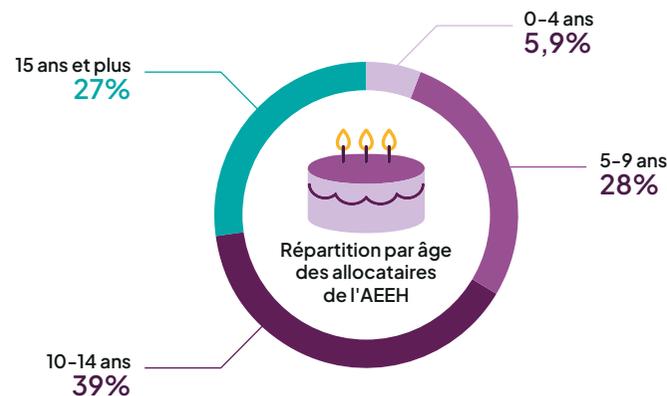


L'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AAEH) est une aide financière destinée à compenser les dépenses liées à la situation de handicap pour les enfants de moins de 20 ans. L'AAEH est versée aux parents.

Elle peut être complétée, dans certains cas, par d'autres allocations.

- En 2022, **46 788 enfants bénéficient d'une AEEH** en Auvergne-Rhône-Alpes (soit 11% du total national).
- Ce **nombre d'allocataires a augmenté de 33%** entre 2018 et 2022 (+34% au niveau national).
- Le Cantal et la Haute-Loire se caractérisent par un ratio nombre d'allocataires AEEH pour 1 000 habitants de moins de 20 ans très supérieur à celui de la région (respectivement 48% et 42% contre 24%).

Répartition par âge des allocataires de l'AAEH



Source : MSA - CNAF - INSEE - 2018-2022.

#2 C. Autres reconnaissances : l'Allocation aux Adultes Handicapés

Nombre d'allocataires de l'AAH en 2022

	Nombre d'adultes	Évolution 2018-2022	Nombre d'allocataires de l'AAH pour 1 000 habitants de 20 à 64 ans
Ain	7 726	+ 3,9%	21
Allier	8 850	- 3,7%	52
Ardèche	6 844	+ 7,8%	39
Cantal	3 356	+ 8,0%	45
Drôme	9 684	+ 12%	35
Isère	19 842	+ 12%	27
Loire	15 081	+ 0,7%	37
Haute-Loire	5 822	+ 2,7%	49
Puy-de-Dôme	11 211	+ 5,1%	31
Rhône	32 481	+ 7,5%	30
Savoie	6 819	+ 5,1%	27
Haute-Savoie	8 563	+ 10%	17
Auvergne-Rhône-Alpes	136 279	+ 6,3%	30

Source : MSA - CNAF - INSEE - 2018-2022.

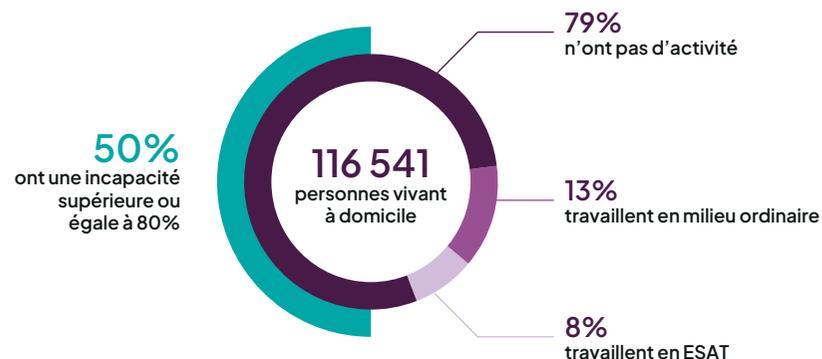


L'allocation aux adultes handicapés (AAH), créée par la loi du 30 juin 1975, est une aide financière qui permet d'assurer un minimum de ressources aux personnes âgées de 20 ans ou plus (16 ans si le bénéficiaire n'est plus à la charge d'un foyer allocataire des prestations familiales), en situation de handicap ou atteintes d'une maladie chronique ou invalidante.

- ➔ En 2022, **136 279 adultes bénéficient d'une AAH** en Auvergne-Rhône-Alpes (soit 11% du total national).
- ➔ Ce **nombre d'allocataires a augmenté de 6%** entre 2018 et 2022 (+7% au niveau national).
- ➔ L'Allier, le Cantal et la Haute-Loire se caractérisent par un ratio nombre d'allocataires AAH pour 1 000 habitants très supérieur à celui de la région (respectivement 52%, 49% et 45% contre 30%).
- ➔ **14%** des allocataires vivent **en institution** et **86%** à domicile.



47%
de femmes parmi
les bénéficiaires de l'AAH



#2 C. Autres reconnaissances menant au statut de bénéficiaire de l'obligation d'emploi



Qui peut être bénéficiaire de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (BOETH) ?

Toute personne peut bénéficier de l'obligation d'emploi en faveur des travailleurs handicapés si elle est :

- Reconnue comme handicapée (**RQTH**) attribuée par la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (cf. partie ci-dessus) ;
- Titulaire de l'allocation aux adultes handicapés (**AAH**) (cf. partie ci-dessus) ;
- **Victime d'accident du travail** ou de **maladie professionnelle** ayant entraîné une **incapacité permanente au moins égale à 10 %** ;
- Titulaire d'une **pension d'invalidité** à condition que l'invalidité réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain ;
- Titulaire des **pensions militaires d'invalidité** et des **victimes de la guerre** ;
- Titulaire d'une **allocation** ou d'une **rente d'invalidité** attribuée aux sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service ;
- Titulaire de la **carte mobilité inclusion** portant la mention « invalidité ».



En France,
826 600
personnes sont bénéficiaires d'une
pension d'invalidité de droit direct



55%
de femmes

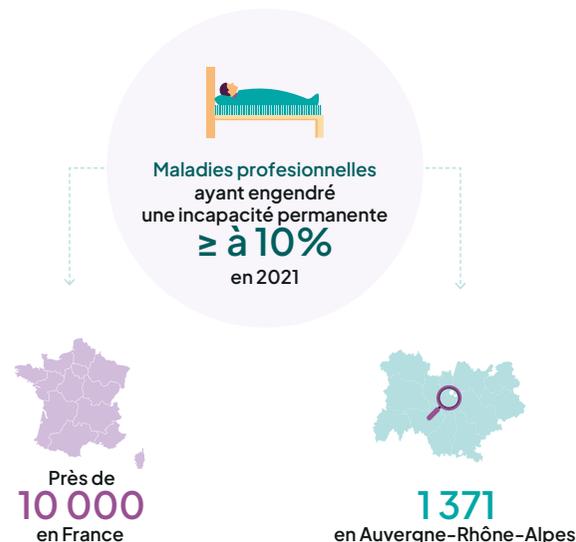
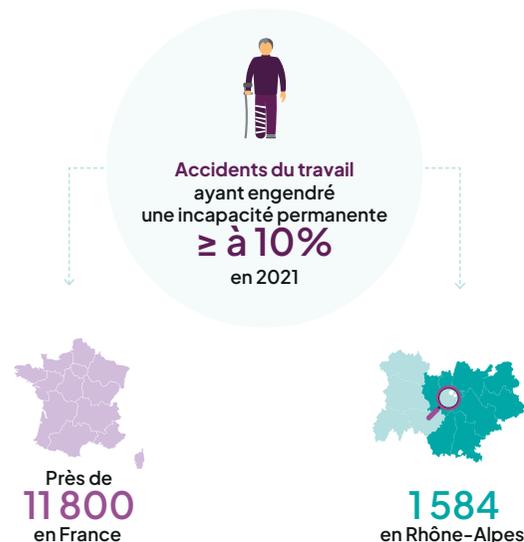


53 ans
en moyenne



La catégorie 2
(incapacité à exercer
toute activité
professionnelle)
regroupe
64%
des bénéficiaires

Si on se réfère au poids de la région
dans la population totale,
on peut estimer qu'environ
100 000
personnes* touchent
une pension d'invalidité en
Auvergne-Rhône-Alpes.



#3

Préparation à l'emploi

#3 A. Formation initiale en milieu ordinaire

Nombre d'élèves handicapés en classe ordinaire et en ULIS

	2018			2022		
	1 ^{er} degré	2 ^{ème} degré	Total	1 ^{er} degré	2 ^{ème} degré	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	24 626	19 240	43 866	28 121	27 170	55 291
France entière	185 563	152 232	337 795	222 547	213 538	436 085

Établissements publics et privés (hors et sous contrat).

Source : DEPP et DGESCO, enquêtes n°3 et n°12 relatives aux élèves porteurs de maladies invalidantes ou de handicaps, scolarisés dans le 1^{er} degré et dans le 2^{ème} degré – 2018-2022.

- ➔ En Auvergne-Rhône-Alpes, près de **55 300 enfants en situation de handicap** sont **scolarisés en milieu ordinaire** à la rentrée 2022 soit 13% des effectifs nationaux. **25%** d'entre eux sont scolarisés **en classe ULIS** (24% pour le 1^{er} degré et 26% pour le 2^{ème} degré).
- ➔ Ce sont au total **4%** des 1 469 500 **élèves scolarisés** qui sont **en situation de handicap** dans le 1^{er} degré comme dans le 2nd degré.
- ➔ Entre 2018 et 2022, le **nombre d'élèves en situation de handicap** scolarisés a **progressé de 26%** en région (+29% sur la France entière) mais pas de manière homogène (hausse de 14% dans le 1^{er} degré et +41% dans le 2nd degré). Ces disparités se retrouvent également au niveau national (+19% sur le 1^{er} degré et +40% sur le 2nd degré).
- ➔ On compte en région **10 établissements régionaux d'enseignement adapté** (EREA) dans lesquels **1 102 élèves** sont scolarisés.



L'**enseignement du 1^{er} degré** regroupe les enseignements préélémentaire et élémentaire, dispensés dans les écoles maternelles, élémentaires et primaires.

L'**enseignement du second degré**, ou enseignement secondaire, fait suite à l'enseignement préélémentaire et élémentaire. Il est dispensé dans les collèges puis dans les lycées généraux technologiques ou professionnels.

Une **unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS)** est un dispositif collectif qui permet la scolarisation d'élèves en situation de handicap au sein d'un établissement scolaire.

Les **établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA)** sont des établissements publics locaux d'enseignement (EPL) qui accueillent des élèves en grande difficulté scolaire ou sociale ou rencontrant des difficultés liées à une situation de handicap.

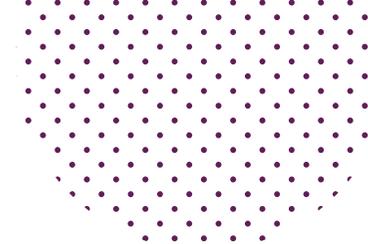
Zoom sur le nombre d'élèves en ULIS et en EREA

	1 ^{er} degré ULIS	2 ^{ème} degré ULIS	EREA
Ain	619	644	142
Allier	358	374	-
Ardèche	231	274	-
Cantal	142	125	69
Drôme	415	500	148
Isère	1 069	1 018	126
Loire	628	659	49
Haute-Loire	218	265	62
Puy-de-Dôme	596	627	110
Rhône	1 330	1 573	185
Savoie	431	376	211
Haute-Savoie	669	602	-
Auvergne-Rhône-Alpes	6 706	7 037	1 102
France entière	53 777	55 402	-

Établissements publics et privés (hors et sous contrat).

Source : DEPP et DGESCO, enquêtes n°3 et n°12 relatives aux élèves porteurs de maladies invalidantes ou de handicaps, scolarisés dans le 1^{er} degré et dans le 2^{ème} degré 2022.

#3 A. Formation initiale en milieu ordinaire



Effectifs d'étudiants en situation de handicap dans les établissements et formations d'enseignement supérieur en 2022-2023

	Effectifs France entière	Répartition (en %)	Nombre d'établissements répondants	Effectifs Auvergne-Rhône-Alpes	Répartition (en %)
Lycées (CPGE et STS) ¹	2 547	4,3%	1 078	220	2,9%
Universités ou assimilés	48 835	83%	74	6 376	83%
Établissements d'enseignement supérieur privé d'intérêt général (EESPIG)	5 376	9,1%	55	718	9,4%
Écoles d'ingénieurs publiques	960	1,6%	15	268	3,5%
Autres établissements ²	1 157	2,0%	14	63	0,8%
Total	58 875	100%	1 236	7 645	100%

¹ Établissements publics ou privés sous contrat.

² Y compris Écoles normales supérieures et grands établissements (hors ingénieurs).

Source : MESR-DGESIP - 2022-2023

Avertissement : Les chiffres de l'enquête ci-contre ne portent que sur 1 236 établissements au niveau national sur les 3 500 que comptent l'enseignement supérieur en France. Les effectifs sont donc sous-estimés.

Chiffres-clés des étudiants en situation de handicap en AURA



68%
des étudiants ont entre 16 et 22 ans



56%
sont des femmes
(idem pour l'ensemble des étudiants)



90%
étudiant dans un établissement public
(contre 72% pour l'ensemble des étudiants)



83%
étudiant dans une université



95%
étudiant en présentiel,
seulement 2% en alternance



50%
préparent une licence (dont professionnelle et accès santé) contre 17% pour l'ensemble des étudiants

- ➔ **Auvergne-Rhône-Alpes** représente **13% des effectifs nationaux** enquêtés.
- ➔ Plus de **4 étudiants sur 5** en **situation de handicap** étudient **dans une université** que ce soit en région ou au niveau national.
- ➔ La part des femmes parmi les étudiants est la même quel que soit le public.
- ➔ **9 étudiants sur 10** en **situation de handicap** sont scolarisés **dans un établissement public** contre 7 sur 10 pour tous les publics.

Les chiffres étudiants présentés ci-dessous portent sur les étudiants ayant répondu à l'enquête.

#3 B. Formation initiale en établissements spécialisés

Nombre d'établissements et de places installées dans le milieu médico-éducatif et spécialisé

	Nombre d'établissements*	Nombre de places installées**	% de places installées par établissement			
			Instituts d'éducation motrice (I.E.M.)	Instituts médico-éducatifs (I.M.E.)	Instituts thérapeutiques, éducatifs et pédagogiques (I.T.E.P.)	Établissements pour jeunes déficients sensoriels
Ain	26	1 229	2,9%	53%	37%	6,5%
Allier	17	726	4,8%	75%	11%	4,8%
Ardèche	19	502	0,0%	53%	47%	0,0%
Cantal	10	291	0,0%	54%	42%	3,4%
Drôme	33	940	2,1%	52%	29%	8,8%
Isère	50	2 013	8,6%	69%	18%	0,0%
Loire	47	1 422	5,3%	65%	18%	4,9%
Haute-Loire	23	415	0,0%	62%	28%	4,8%
Puy-de-Dôme	24	816	5,3%	66%	9,4%	14%
Rhône	65	3 301	11%	47%	32%	5,0%
Savoie	15	791	11%	54%	16%	13%
Haute-Savoie	27	1 087	7,0%	76%	15%	0,0%
Auvergne-Rhône-Alpes	356	13 533	6,6%	59%	25%	5,0%
France métropolitaine	3 161	111 374	6,8%	64%	17%	6,9%

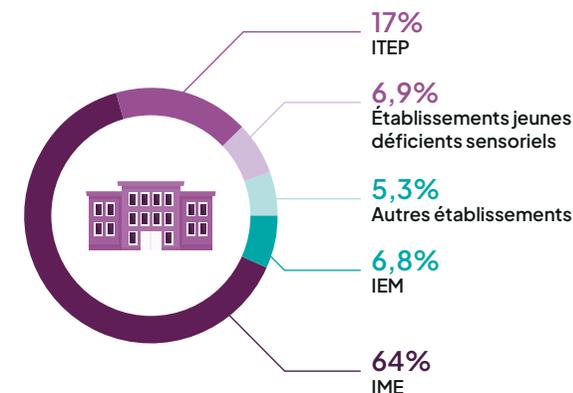
Source : Panorama statistique Handicap et invalidité (DREES) - 2023

* : sont comptés dans le nombre d'établissements total, les établissements suivants : I.E.M., I.M.E., I.T.E.P., Établissements pour jeunes déficients sensoriels, CAMSP, CMPP, Établissements d'accueil temporaire, Établissements expérimentaux, Établissements pour enfants ou adolescents polyhandicapés.

** : sont comptés dans le nombre de places installées, c'est-à-dire le nombre de places d'accueil disponibles pour le public concerné, celles dans les établissements suivants : I.E.M., I.M.E., I.T.E.P., Établissements pour jeunes déficients sensoriels, Établissements d'accueil temporaire, Établissements expérimentaux, Établissements pour enfants ou adolescents polyhandicapés

- La région compte plus de **13 500 places installées**, soit 12% du total national.
- En Auvergne-Rhône-Alpes, **59%** des places installées le sont **dans des instituts médico-éducatifs** (64% au niveau national).
- Les **IEM**, au niveau du nombre de places installées, sont **sur-représentés** dans les départements du **Rhône** et de la **Savoie** (11% chacun contre 7% au niveau régional).
- Les **ITEP** sont **sur-représentés** dans les départements de l'**Ardèche** et du **Cantal**.

Répartition du nombre de places installées en région par établissement spécialisé



Zoom sur les Services d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD)



201
établissements
en région pour un total
de plus de **6 800 places**



3,5
places dans les SESSAD

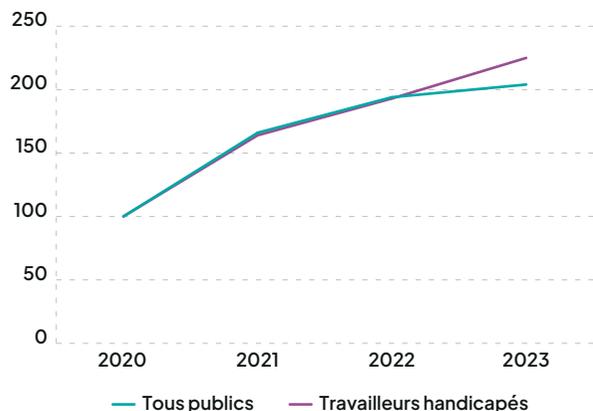
POUR



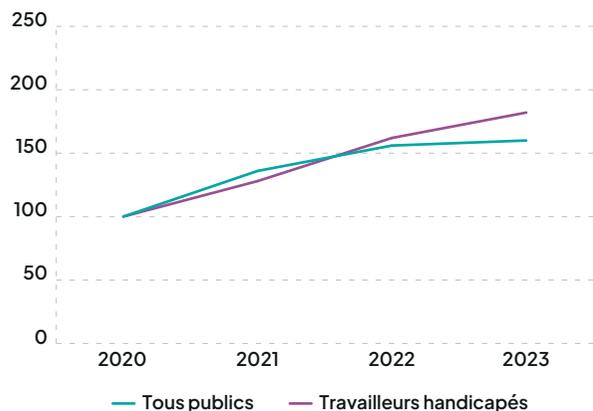
1 000
habitants de moins de 20 ans

#3 C. Apprentissage

Nombre de contrats actifs au 31 décembre (base 100 en 2020)



Nombre de nouveaux contrats signés dans l'année (base 100 en 2020)



- En 2023, avec près de **2 000 contrats d'apprentissage** pour des **personnes en situation de handicap**, et plus de 126 000 tous publics confondus, **Auvergne-Rhône-Alpes** représente **13% des contrats en France**.
- La **part du public TH** dans les contrats s'établit à **1,6%**, un chiffre en progression et comparable au taux national.
- **Plus de la moitié** des contrats sont **concentrés** sur 3 départements : 26% dans le **Rhône**, suivi de **l'Isère** (14%) et du **Puy-de-Dôme** (11%).
- On constate une **très forte sur-représentation** du nombre de contrats dans le **Cantal** et la **Haute-Loire**. À l'inverse, la Haute-Savoie et la Savoie ont une sous-représentation du nombre de contrats des travailleurs handicapés.
- La mise en place de la réforme de l'apprentissage a généré une **croissance des effectifs** qui ont plus que **doublé entre 2020 et 2023**, cette hausse est **plus marquée pour les TH** que pour le tous publics.
- La croissance est plus marquée dans l'Allier et en Haute-Savoie, mais moindre en Haute-Loire et dans la Loire.

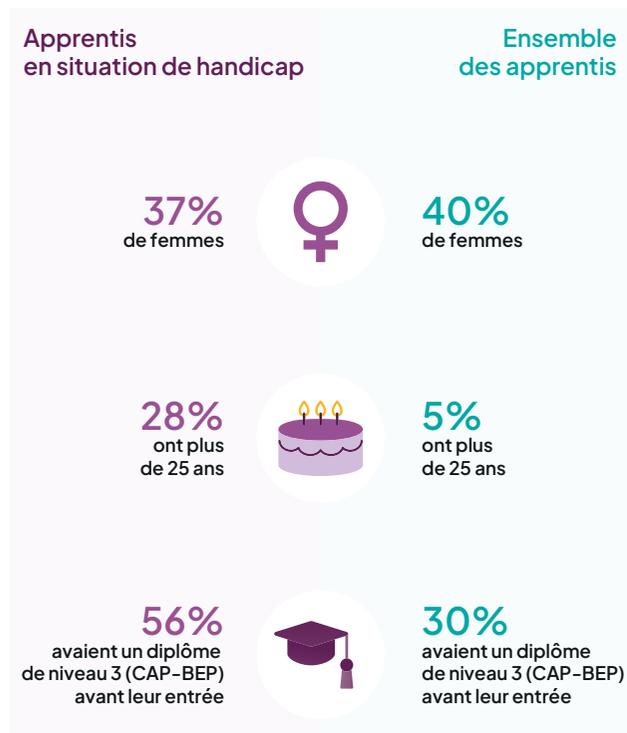
Répartition des contrats actifs par département

	Nombre de contrats en 2023			Évolution 2020-2023	
	Travailleurs handicapés	Tous publics	Part des TH	Travailleurs handicapés	Tous publics
Ain	113	8 256	1,4%	+ 92%	+ 97%
Allier	87	3 588	2,4%	+ 199%	+ 93%
Ardèche	70	3 400	2,1%	+ 125%	+ 98%
Cantal	70	1 589	4,4%	+ 104%	+ 115%
Drôme	146	7 683	1,9%	+ 128%	+ 102%
Isère	290	19 298	1,5%	+ 126%	+ 103%
Loire	170	10 987	1,6%	+ 93%	+ 99%
Haute-Loire	112	3 142	3,6%	+ 68%	+ 88%
Puy-De-Dôme	216	8 962	2,4%	+ 134%	+ 97%
Rhône	527	41 799	1,3%	+ 139%	+ 118%
Savoie	77	6 390	1,2%	+ 149%	+ 95%
Haute-Savoie	119	11 105	1,1%	+ 171%	+ 95%
Auvergne-Rhône-Alpes	1 998	126 199	1,6%	+ 125%	+ 104%
France entière	15 694	1 002 903	1,6%	+ 143%	+ 104%

Source : Dares Système d'information sur les contrats de professionnalisation – Traitement DREETS – SESE Auvergne-Rhône-Alpes - 2020-2023

#3 C. Apprentissage

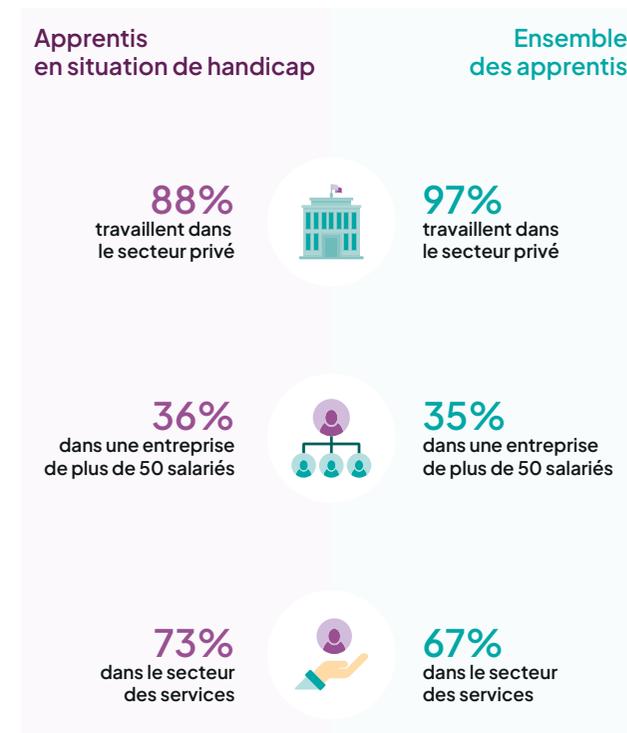
Caractéristiques des apprentis en 2023



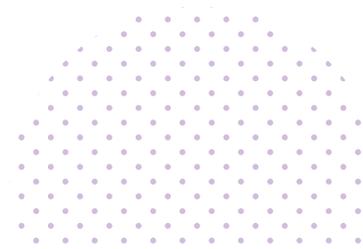
Caractéristiques des contrats en 2023



Caractéristiques des entreprises en 2023

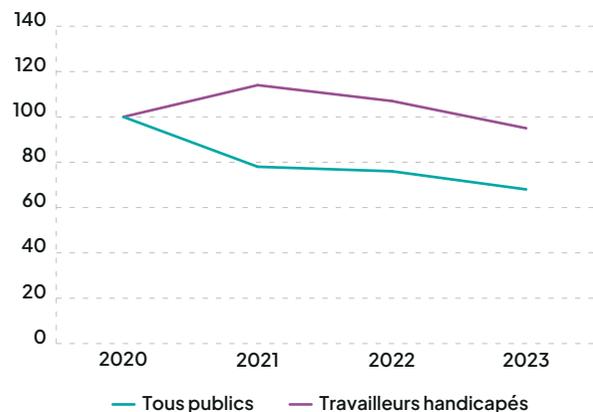


- ➔ Le public est en majorité **masculin**, âgé de **moins de 25 ans**, doté d'un premier niveau de qualification à l'entrée en formation et **employé dans une PME**, dans le **secteur privé** et dans **les services**.
- ➔ Le public en **situation de handicap** se distingue par la **sur-représentation** des **plus de 25 ans**, des titulaires d'un **niveau 3**, des contrats dans la **fonction publique** et dans le secteur **des services**, positionnés sur des **formations de niveau 3**.

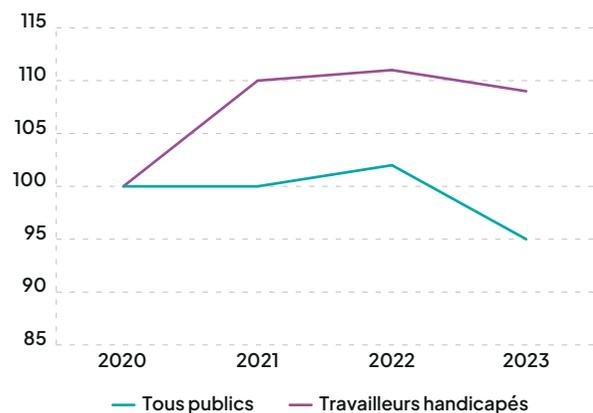


#3 D. Contrats de professionnalisation

Nombre de contrats actifs au 31 décembre (base 100 en 2020)



Nombre de contrats signés dans l'année (base 100 en 2020)



- ➔ En 2023, avec **plus de 230 contrats de professionnalisation** pour des personnes **en situation de handicap**, et près de 11 000 tous publics confondus, **Auvergne-Rhône-Alpes** représente **12% des contrats** en France.
- ➔ La **part du public TH** dans les contrats s'établit à **2,1%**, un chiffre stable et comparable au taux national.
- ➔ **Plus de la moitié** des contrats sont **concentrés** sur 2 départements : 33% dans le **Rhône** et 26% dans l'**Isère**.
- ➔ On constate une **très forte sur-représentation** du nombre de contrats en **Ardèche** et, dans une moindre mesure, dans la **Loire** et l'**Isère**. À l'inverse, la Haute-Savoie et la Drôme ont une sous-représentation du nombre de contrats des travailleurs handicapés.
- ➔ **Entre 2020 et 2023**, on constate une **diminution du nombre de contrats** de professionnalisation sur l'ensemble de la région, mais de fortes disparités subsistent entre les départements allant de 53% d'augmentation en Ardèche à -65% dans la Drôme. La diminution des contrats touche l'ensemble des départements pour le tous publics.

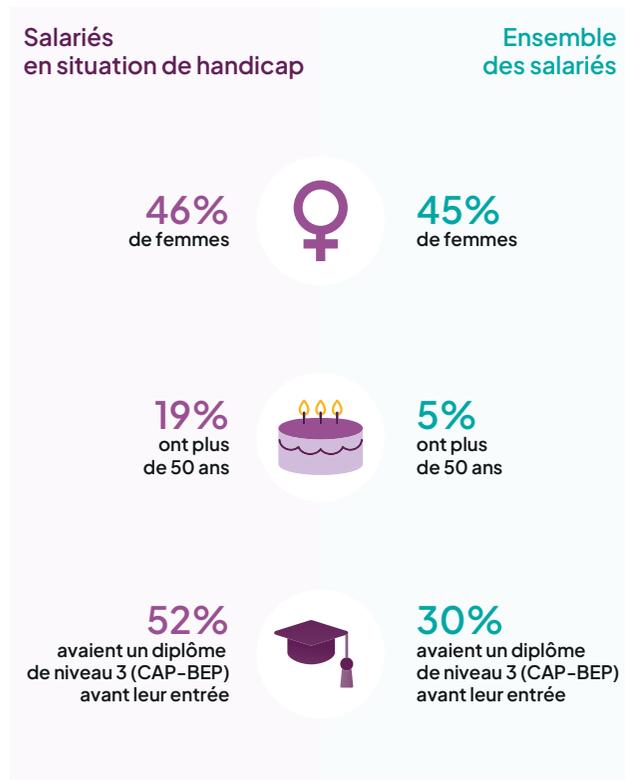
Répartition des contrats actifs par département

	Nombre de contrats en 2023			Évolution 2020-2023	
	Travailleurs handicapés	Tous publics	Part des TH	Travailleurs handicapés	Tous publics
Ain	11	464	2,4%	+ 25%	- 37%
Allier	Moins de 5	329	-	+ 0,6%	- 8,3%
Ardèche	14	239	5,8%	+ 53%	- 30%
Cantal	Moins de 5	102	-	- 41%	- 37%
Drôme	11	642	1,6%	- 65%	- 34%
Isère	41	1 549	2,6%	- 5,8%	- 34%
Loire	26	902	2,8%	- 8,7%	- 28%
Haute-Loire	Moins de 5	192	-	- 47%	- 20%
Puy-De-Dôme	19	1 029	1,9%	+ 29%	- 16%
Rhône	78	3 947	2,0%	+ 17%	- 36%
Savoie	14	765	1,9%	- 10%	- 22%
Haute-Savoie	12	816	1,5%	- 29%	- 36%
Auvergne-Rhône-Alpes	235	10 976	2,1%	- 5,5%	- 32%
France entière	2 133	89 917	2,4%	+ 5,3%	- 30%

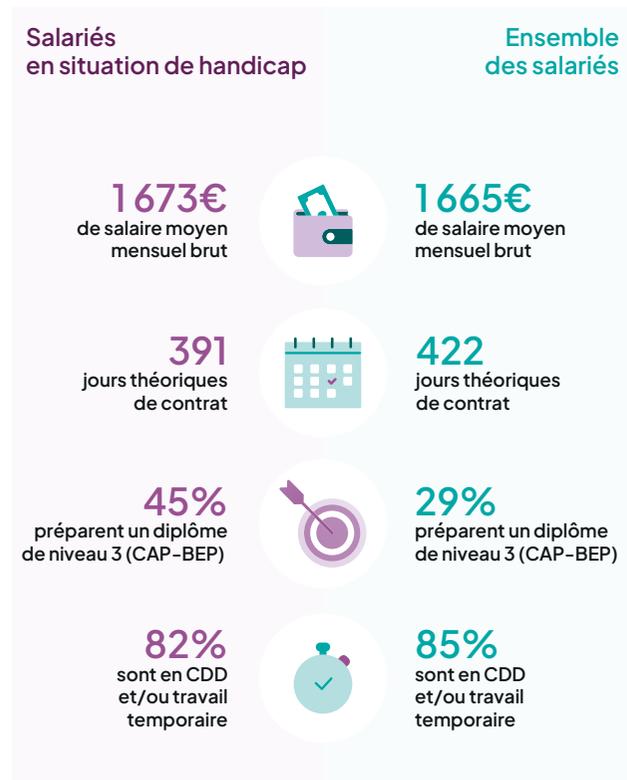
Source : Dares Système d'information sur les contrats de professionnalisation – Traitement DREETS – SESE Auvergne-Rhône-Alpes - 2020-2023

#3 D. Contrats de professionnalisation

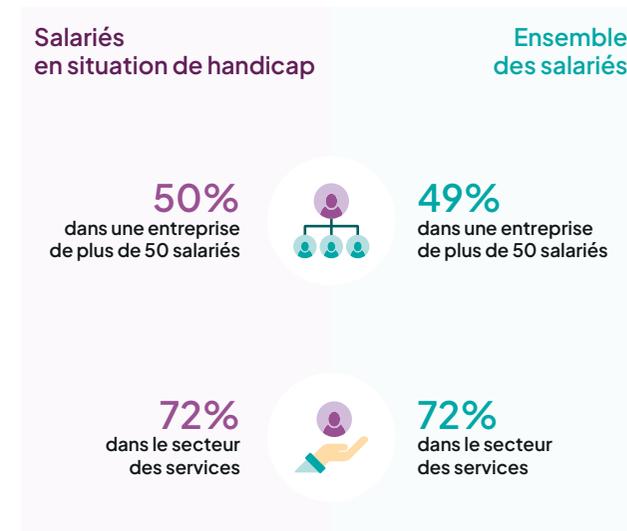
Caractéristiques des personnes en contrat de professionnalisation en 2023



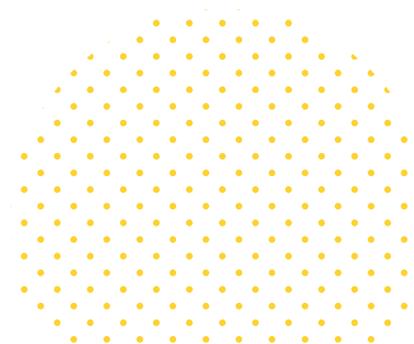
Caractéristiques des contrats en 2023



Caractéristiques des entreprises en 2023



- ➔ Le public est en majorité **masculin, plutôt âgé**, de **faible niveau** de formation à l'entrée et employé dans des **entreprises de plus de 50 salariés** dans **les services**.
- ➔ Le public en **situation de handicap** se distingue par la **sur-représentation** des **plus de 50 ans**, des titulaires d'un **niveau 3**, positionnés également sur des **formations de niveau 3**.



#4 Emploi

#4 A. Emploi privé

Les entreprises assujetties et l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés

	Nombre d'entreprises assujetties	Évolution 2021-2023	Effectifs salariés dans l'ensemble des entreprises assujetties, en ETP	Évolution 2021-2023	Nombre théorique de TH que les entreprises devraient employer	Évolution 2021-2023
Ain	976	+ 2,5%	74 638	- 1,2%	4 001	- 1,3%
Allier	429	+ 0,0%	33 139	+ 9,8%	1 768	+10%
Ardèche	376	- 4,1%	27 535	- 1,6%	1 470	- 1,2%
Cantal	209	+ 4,0%	13 186	+ 1,6%	696	- 1,8%
Drôme	1 047	+ 0,0%	74 064	- 5,0%	3 936	- 5,7%
Isère	1 914	+ 1,9%	1075 391	+ 1,5%	9 607	+ 1,7%
Loire	1 220	- 2,8%	103 880	- 13%	5 635	- 13%
Haute-Loire	360	- 0,6%	21 145	+ 3,2%	1 094	+ 3,8%
Puy-de-Dôme	926	+ 2,7%	80 437	+ 2,6%	4 383	+ 3,0%
Rhône	4 425	+ 3,7%	478 390	+ 4,9%	26 519	+ 4,9%
Savoie	862	+ 9,1%	57 906	+ 9,8%	3 051	+ 9,9%
Haute-Savoie	1 410	+ 4,2%	104 430	- 6,0%	5 580	- 7,1%
Auvergne-Rhône-Alpes	14 154	+ 2,3%	1 244 140	+ 0,7%	67 740	+ 0,6%
France entière	112 333	+ 2,1%	12 459 392	+ 1,3%	692 583	+ 1,2%

Source : Dares, DSN-Sismmo, extraction en septembre 2024 pour les années 2021 (données définitives) et 2023 (données provisoires).

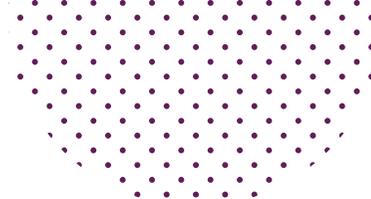
→ En 2023, plus de **14 000 entreprises** étaient assujetties à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés en Auvergne-Rhône-Alpes, soit 13% du total national. Ce nombre est en **augmentation de 2,3%** entre 2021 et 2023 avec de **fortes disparités** : une stabilité dans la Drôme et même un recul de 4,1% en Ardèche jusqu'à une progression de 9,1% en Savoie.

→ Les **entreprises assujetties** régionales **emploient** plus de **1,2 million de salariés** pour un **nombre théorique de TH à employer** de près de **68 000**, soit 10% du total national. À noter que le « quota » n'a pas nécessairement progressé parallèlement au nombre d'entreprises assujetties puisqu'il est lié à la fois au nombre d'entreprises et à leur taille. Ainsi, le **nombre de TH à employer a progressé** de seulement **0,7%** en région en 3 ans (il restait stable au niveau national) et significativement plus que la moyenne régionale dans l'Allier ou en Savoie. La Loire a connu, à l'inverse, une contraction de l'obligation d'emploi (-13%) qui résulte d'un nombre d'entreprises assujetties décroissant (-2,8%).



L'obligation d'emploi pour les entreprises assujetties s'établit à 6% de l'effectif d'assujettissement, arrondi à l'unité inférieure.

#4 A. Emploi privé



Les travailleurs handicapés dans les effectifs des entreprises assujetties, selon les trois modes de décompte

	Nombre de TH employés en personne physique	Évolution 2021-2023	Nombre de TH employés en équivalent temps plein*	Évolution 2021-2023	Nombre de TH employés en ETP après majoration des 50 ans ou plus**	Évolution 2021-2023
Ain	4 620	+7,9%	3 063	+ 7,4%	3 967	+ 7,4%
Allier	2 596	+8,1%	1 713	+ 13%	2 218	+ 14%
Ardèche	1 715	-1,7%	1 068	- 1,8%	1 385	- 2,2%
Cantal	993	+16%	604	+ 15%	774	+ 16%
Drôme	4 277	-5,5%	2 730	- 5,7%	3 514	- 4,9%
Isère	9 774	+11%	6 460	+ 11%	8 336	+ 11%
Loire	7 462	-12%	4 878	- 13%	6 452	- 12%
Haute-Loire	1 838	+6,4%	1 217	+ 4,3%	1 578	+ 4,5%
Puy-de-Dôme	5 178	+8,2%	3 364	+ 8,8%	4 336	+ 9,5%
Rhône	24 605	+12%	16 169	+ 13%	20 696	+ 13%
Savoie	3 050	+3,6%	1 996	+ 5,6%	2 575	+ 6,0%
Haute-Savoie	5 254	-7,5%	3 533	- 6,9%	4 585	- 5,2%
Auvergne-Rhône-Alpes	71 362	+4,5%	46 795	+ 5,0%	60 415	+ 5,5%
France entière	674 422	+4,6%	454 205	+ 4,5%	583 344	+ 4,9%

Source : Dares, DSN-Sismmo, extraction en septembre 2024 pour les années 2021 (données définitives) et 2023 (données provisoires).

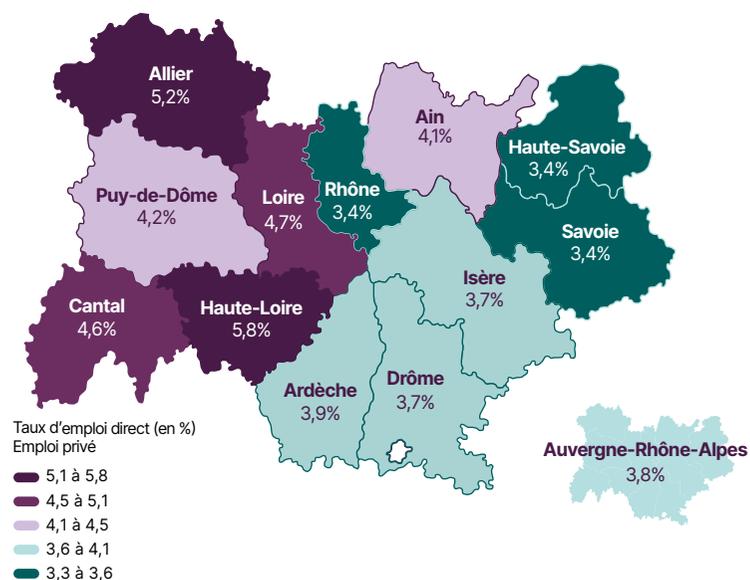


* Le décompte des travailleurs handicapés employés en équivalent temps plein s'effectue au prorata du temps réel de travail, du temps de présence dans l'année et de la durée de validité de la reconnaissance.

** La majoration consiste à appliquer pour chaque travailleur handicapé âgé de 50 ans ou plus un coefficient de valorisation de 1,5 dans le calcul des effectifs de BOETH. Par exemple, une personne ayant travaillé à 80 % à compter du 1^{er} juillet de l'année compte pour : $[0,8 * (6/12)] * 1,5 = 0,6$ équivalent temps plein.

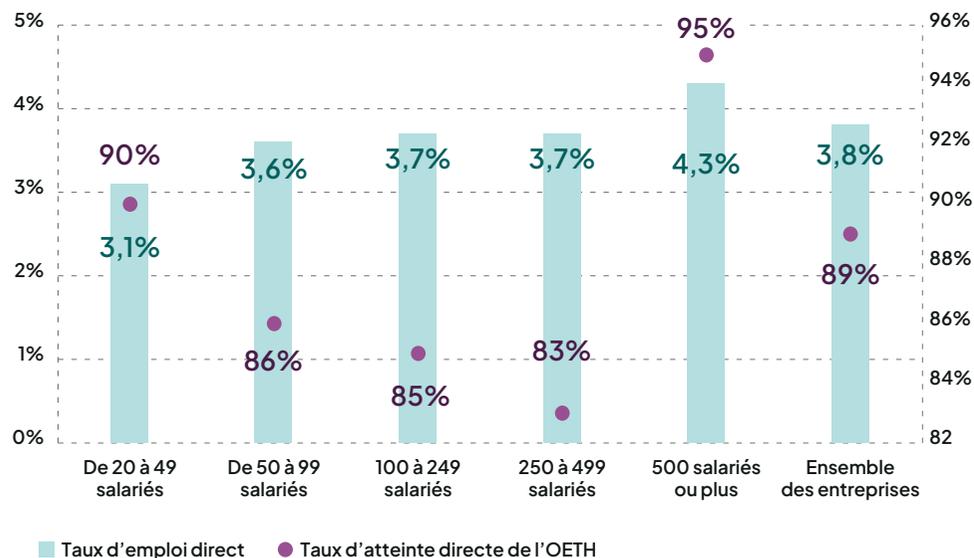
- En 2023, **71 362 salariés en situation de handicap** travaillent dans des **entreprises assujetties** d'Auvergne-Rhône-Alpes, soit près de **46 800 ETP** ou plus de **60 400 ETP majorés**. La région représente de 10 à 11% du total national, peu importe le mode de décompte.
- Entre **2021 et 2023**, le **nombre de personnes physiques** a **progressé de 4,5%** mais a concerné plus souvent des personnes à temps plein, en particulier âgées de 50 ans ou plus (respectivement +5,0% et +5,5%).
- Le **Cantal** est le département où le **nombre de TH employés en personnes physiques a le plus augmenté** (+16%). À l'inverse, c'est dans la Loire que ce chiffre a le plus diminué.
- Le **taux d'emploi direct** est de **3,8% en région**, contre 3,6% au niveau national. On peut constater que les départements situés à l'Ouest de la région (à l'exception de l'Ain) se distinguent par des taux d'emploi direct plus élevés que les départements situés à l'Est.

Taux d'emploi direct – Emploi privé (en %)



#4 A. Emploi privé

Taux d'emploi direct et taux d'atteinte de l'OETH selon la taille de l'entreprise

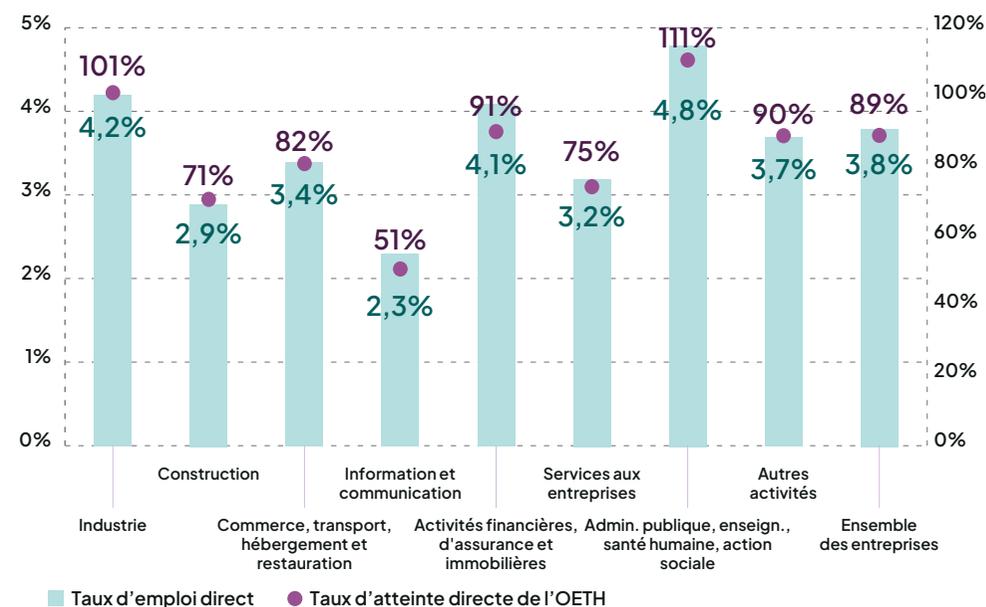


Source : Dares, DSN-Sismmo, extraction en septembre 2024 pour 2023 (données provisoires).

- Le taux d'emploi direct évolue de façon très similaire au taux d'atteinte direct. Le **taux d'emploi direct** varie **fortement** selon les **secteurs d'activité** des entreprises : il est de 2,3% dans l'information et communication et de 4,8% dans l'administration publique, enseignement, santé humaine, action sociale, proche de l'industrie à 4,2%.
- Le taux d'atteinte de l'OETH varie de 51% pour le secteur de l'information-communication à 111% pour l'administration publique, enseignement, santé humaine, action sociale.

- Le **taux d'emploi direct augmente avec la taille des entreprises**, de 3,1% pour les 20-49 à 4,3% pour les 500 salariés et plus.
- 89%** des entreprises régionales **s'acquittent intégralement de leur obligation par l'emploi**, avec une mention spéciale pour les plus petits et les plus grands établissements (90% pour les 20-49 et 95% pour les 500 et plus). A l'inverse, les entreprises de 250 à 499 salariés ont un taux d'atteinte de 83%.

Taux d'emploi direct et taux d'atteinte de l'OETH selon le secteur de l'entreprise



Source : Dares, DSN-Sismmo, extraction en septembre 2024 pour 2023 (données provisoires).

#4 B. Emploi public

Effectifs, bénéficiaires de l'obligation d'emploi (BOE) et taux d'emploi direct (TED) dans la fonction publique

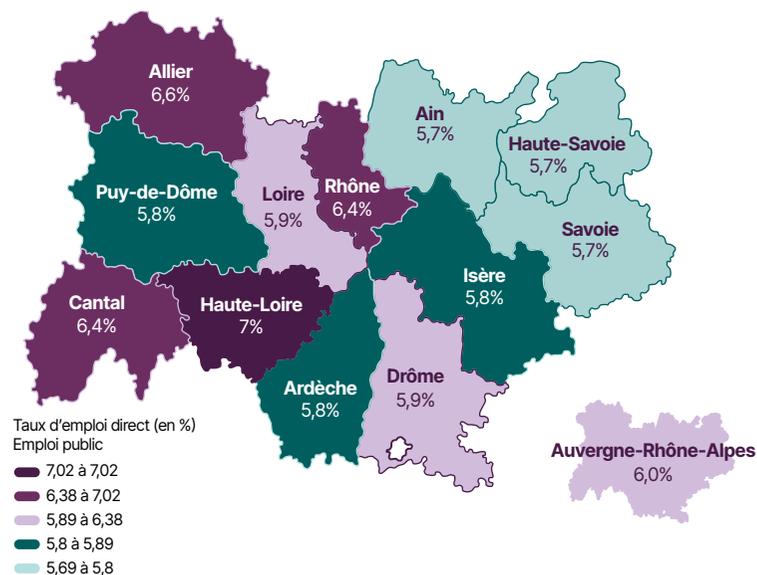
	Effectifs	Évolution 2021-2023	BOE	Évolution 2021-2023	TED	Évolution 2021-2023 (en points)
Ain	16 196	+ 2,0%	921	+ 18%	5,7%	+ 0,8
Allier	15 509	+ 0,0%	1 017	+ 6,4%	6,6%	+ 0,4
Ardèche	11 529	- 1,7%	674	- 4,1%	5,9%	- 0,2
Cantal	6 754	+ 0,4%	433	+ 15%	6,4%	+ 0,8
Drôme	18 587	+ 2,4%	1 103	+ 3,4%	5,9%	+ 0,0
Isère	57 191	+ 3,4%	3 346	+ 10%	5,9%	+ 0,4
Loire	32 377	+ 0,9%	1 908	+ 2,5%	5,9%	+ 0,1
Haute-Loire	8 144	+ 4,8%	572	+ 11%	7,0%	+ 0,4
Puy-de-Dôme	32 129	+ 2,8%	1 864	+ 13%	5,8%	+ 0,5
Rhône	91 620	+ 1,6%	5 848	+ 7,2%	6,4%	+ 0,3
Savoie	20 976	- 0,2%	1 199	+ 7,5%	5,7%	+ 0,4
Haute-Savoie	29 387	+ 2,5%	1 679	+ 12%	5,7%	+ 0,5
Auvergne-Rhône-Alpes	340 399	+ 1,8%	20 564	+ 8,1%	6,0%	+ 0,4
France entière	4 767 663	- 0,1%	269 786	+ 5,4%	5,7%	+ 0,2

Source : FIPHP 2021-2023

- En 2023, le **secteur public** emploie **340 399 personnes** en Auvergne-Rhône-Alpes (soit **7,1% du total national**, une valeur en deçà de la valeur attendue mais qui a des explications techniques (cf. note de lecture page 30)). Ce nombre **a augmenté de 1,8%** entre 2021 et 2023.
- Les **entreprises publiques assujetties** régionales emploient **20 564 personnes bénéficiaires de l'obligation d'emploi** (soit 7,6% du total national), un nombre en augmentation significative (+8,1%), plus marquée encore qu'au national (+5,4%). À noter les **situations particulières** de l'**Ain** (+18%) et de l'**Ardèche** (-4,1%).
- Au total, le **taux d'emploi direct** en région est de **6%**, légèrement supérieur à la moyenne nationale (5,7%). 4 départements excèdent cette valeur : la Haute-Loire (7%), l'Allier (6,6%), le Cantal et le Rhône (6,4% chacun). Le taux d'emploi direct **a augmenté de 0,4 point** en région entre 2021 et 2023. Seul le département de l'Ardèche voit son taux diminuer sur cette période (-0,2%).

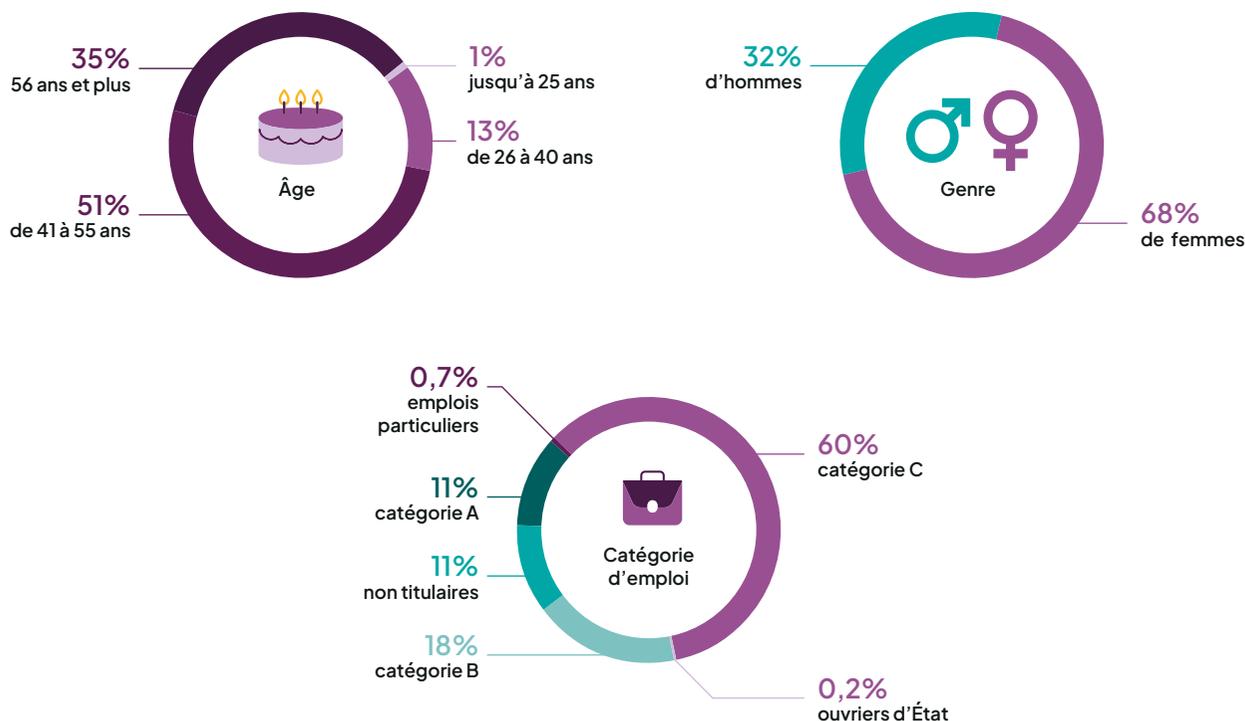
Avertissement : Selon le champ des employeurs, privés ou publics, les taux d'emploi des personnes en situation de handicap sont calculés sur des bases différentes. Ils ne peuvent donc pas être directement comparés.

Taux d'emploi direct - Emploi public (en %)



#4 B. Emploi public

Caractéristiques des bénéficiaires de l'obligation d'emploi



- ➔ **Ce public BOE est féminin** (comme au niveau national), âgé en majorité **de 41 à 55 ans, agent de catégorie C**, employé dans la **fonction publique territoriale** (61%). Compte-tenu du mode de comptabilisation (cf. avertissement), la fonction publique d'État apparaît sur-représentée dans les départements où sont implantées des universités et/ou des chambres consulaires.
- ➔ On constate une **sur-représentation** de la **catégorie C** en région et une sous-représentation des catégories A et des emplois particuliers.

Répartition des BOE par fonction publique hospitalière et territoriale

	Fonction publique hospitalière	Fonction publique territoriale
Ain	33%	67%
Allier	54%	46%
Ardèche	41%	59%
Cantal	45%	55%
Drôme	33%	67%
Isère	29%	71%
Loire	45%	55%
Haute-Loire	36%	64%
Puy-de-Dôme	40%	60%
Rhône	24%	76%
Savoie	32%	68%
Haute-Savoie	32%	68%
Auvergne-Rhône-Alpes	33%	67%
France entière	32%	68%

Source : FIPHP - 2023

Avvertissement : Dans leur très large majorité, les employeurs de la Fonction Publique d'État sont comptabilisés au national. C'est le cas notamment des établissements relevant des ministères comme l'Éducation Nationale ou la Défense. Le périmètre de la Fonction Publique d'État est donc très largement sous-estimé dans les chiffres régionaux et départementaux, ce qui n'est pas le cas pour la Fonction Publique Hospitalière et pour la Fonction Publique Territoriale.

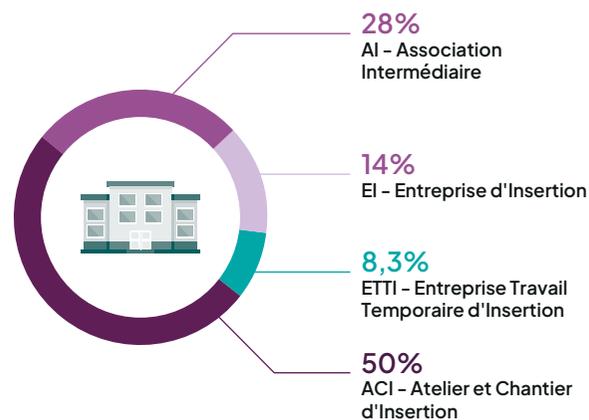
#4 C. Emploi dans les Structures d'Insertion pour l'Activité Économique (SIAE)

Structures régionales employant au moins un salarié au 31 décembre 2022

	Nombre de structures	Nombre de salariés TH	Part des salariés TH
Ain	38	173	15%
Allier	29	139	7,3%
Ardèche	26	50	8,8%
Cantal	19	38	7,9%
Drôme	31	117	10%
Isère	79	210	11%
Loire	50	95	7,0%
Haute-Loire	27	116	18%
Puy-de-Dôme	40	143	9,5%
Rhône	81	259	7,4%
Savoie	34	74	9,0%
Haute-Savoie	40	147	14%
Auvergne-Rhône-Alpes	494	1 561	10%

Source : Bases DARES - Traitement : DREETS - SESE AURA - 2022

Répartition des salariés TH en région par type de structures



- La région compte plus de **1 500 salariés en situation de handicap**, répartis dans près de **500 structures d'insertion par l'activité économique**.
- C'est en **Haute-Loire** que la **part des salariés TH** dans ces structures est **la plus élevée** (18% contre 10% au niveau régional). À l'inverse, la Loire enregistre la part de salariés TH la plus faible (7,0%).
- Les salariés TH dans les SIAE sont employés dans **un cas sur deux dans un atelier et chantier d'insertion**. Ils sont plus souvent des hommes, plus âgés, avec un niveau de qualification plus faible que la moyenne des salariés.
- On peut souligner la part importante des femmes, quel que soit le public considéré, dans les associations intermédiaires.

Caractéristiques des salariés en SIAE

Toutes les structures			Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI)			Association Intermédiaires (AI)		
Travailleurs handicapés		Tous publics	Travailleurs handicapés		Tous publics	Travailleurs handicapés		Tous publics
42%	Femmes	47%	37%	Femmes	38%	59%	Femmes	72%
47%	50 ans et plus	30%	46%	de 25 à 49 ans	57%	50%	50 ans et plus	35%
47%	Niveau d'entrée CAP-BEP	36%	46%	Niveau d'entrée CAP-BEP	37%	46%	Niveau d'entrée CAP-BEP	38%

#4 D. Emploi dans les Entreprises Adaptées

Nombre d'entreprises adaptées (EA) en 2024

	Nombre d'entreprises	Nombre de salariés TH	Nombre de salariés pour 1 000 habitants*
Ain	Moins de 5	200	0,6
Allier	6	251	1,8
Ardèche	Moins de 5	59	0,4
Cantal	5	79	1,3
Drôme	9	248	1,1
Isère	12	478	0,8
Loire	11	372	1,1
Haute-Loire	Moins de 5	242	2,4
Puy-de-Dôme	13	581	1,9
Rhône	27	703	0,8
Savoie	9	381	1,8
Haute-Savoie	9	330	0,8
Auvergne-Rhône-Alpes	112	3 924	1,0

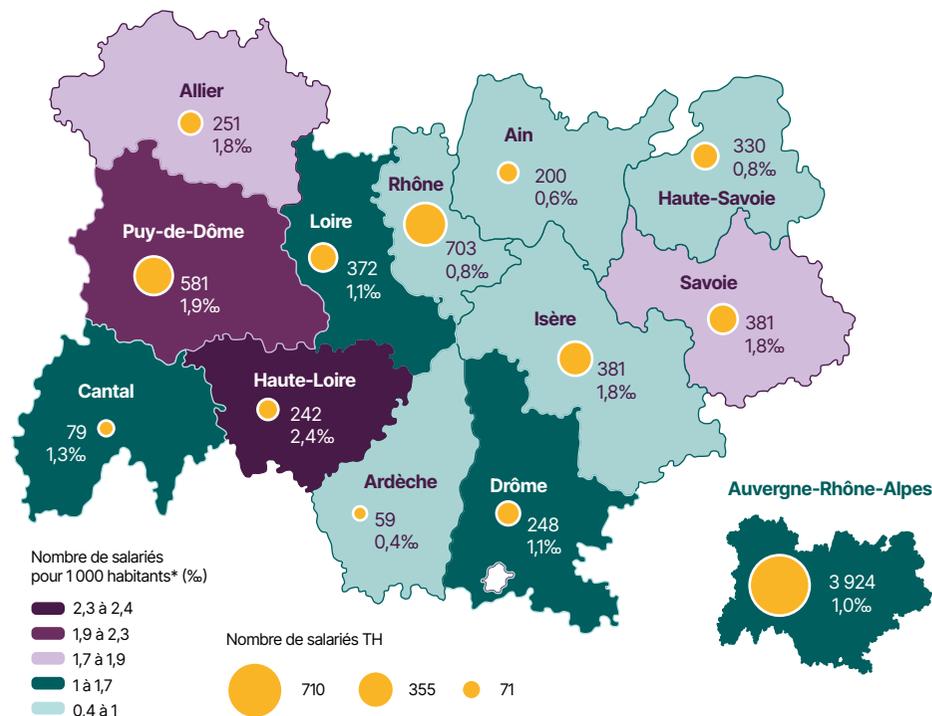
Source : Traitement DREETS-SESE Auvergne-Rhône-Alpes - 2024
* 1 000 habitants actifs âgés de 15 à 64 ans

- En 2024, l'Auvergne-Rhône-Alpes compte **3 924 salariés en situation de handicap**, employés dans un peu plus de **110 entreprises adaptées**.
- Bien que réparties dans tous les départements du territoire, ces entreprises sont **particulièrement présentes** dans le **Rhône** (un quart des entreprises de la région), dans le **Puy-de-Dôme**, dans l'**Isère** et dans la **Loire**.



Créées en 2005, les **Entreprises Adaptées** permettent à des personnes en situation de handicap d'accéder à l'emploi dans des conditions adaptées à leurs capacités. Elles les accompagnent dans leur projet professionnel et peuvent être une passerelle vers d'autres employeurs privés et publics.

Nombre de salariés TH en entreprises adaptées pour 1 000 habitants



#4 E. Emploi dans les Établissements et Services d'accompagnement par le Travail (ESAT) —

Nombre d'ESAT en 2023 —

	Nombre d'établissements	Nombre d'usagers
Ain	14	989
Allier	8	719
Ardèche	12	639
Cantal	8	423
Drôme	21	980
Isère	33	2 045
Loire	18	1 319
Haute-Loire	7	471
Puy-de-Dôme	22	1 341
Rhône	31	3 020
Savoie	8	848
Haute-Savoie	16	1 257
Auvergne-Rhône-Alpes	198	14 051

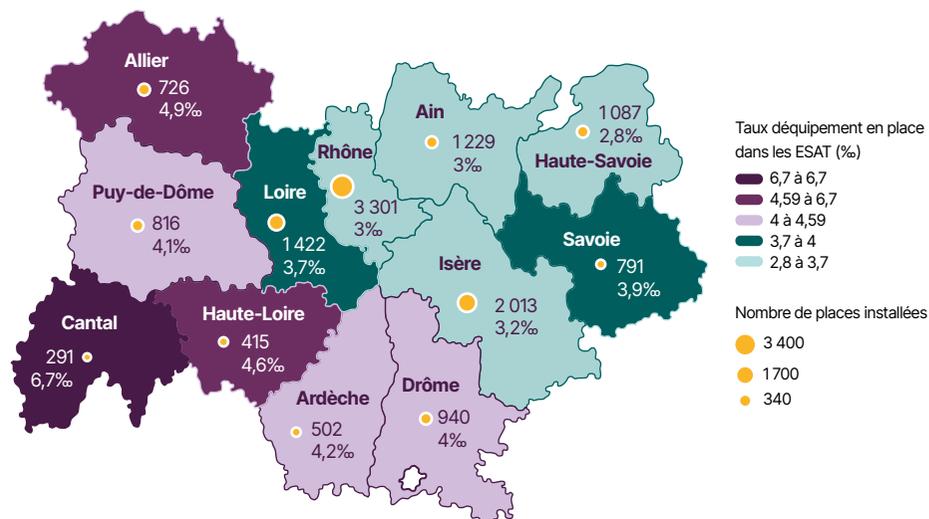
Source : Panorama statistique Handicap et invalidité (DREES) - 2023

- ➔ En 2023, **14 051 usagers** travaillent dans **198 ESAT** en Auvergne-Rhône-Alpes (2 établissements de moins par rapport à 2022 mais 52 usagers de plus).
- ➔ Le taux d'équipement en places dans les ESAT est le plus élevé dans le Cantal (6,7 contre 3,5 en région) et le plus faible en Haute-Savoie (seulement 2,8).



Les **Établissements et services d'aide par le travail** sont des structures qui permettent aux personnes en situation de handicap d'exercer une activité professionnelle tout en bénéficiant d'un soutien médico-social et éducatif dans un milieu protégé. Ils accueillent des personnes qui n'ont pas acquis assez d'autonomie pour travailler en milieu ordinaire.

Places installées et taux d'équipement en places dans les ESAT en 2023 —

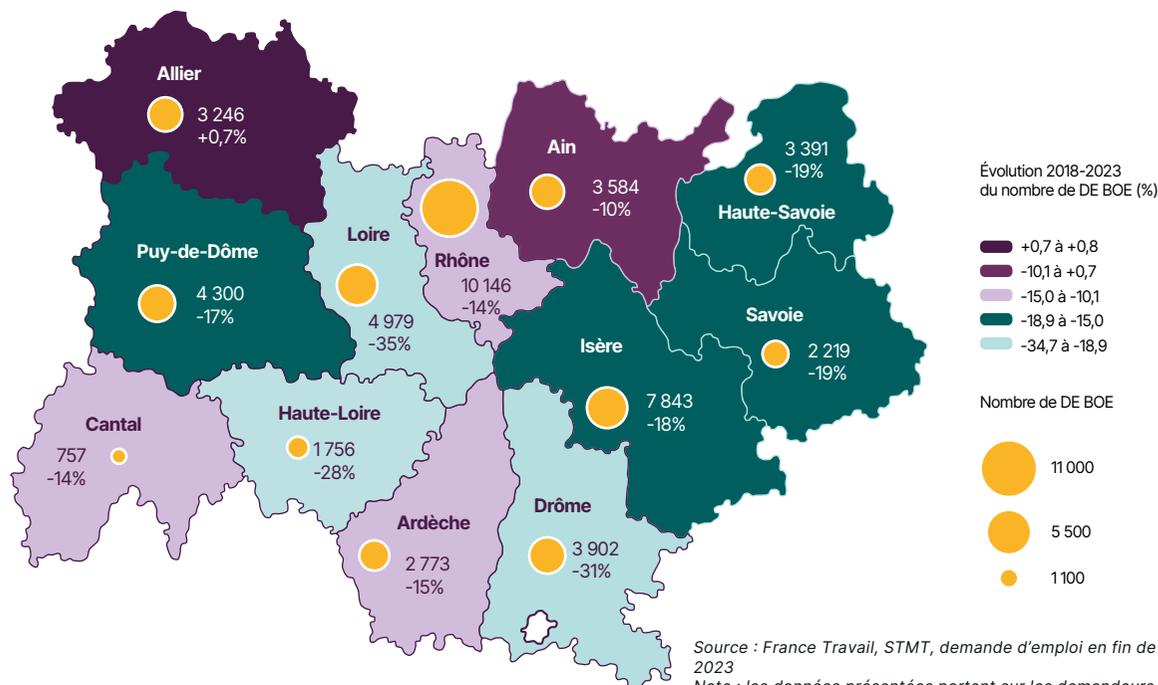


#5

Marché du travail

#5 A. Demande d'emploi

Répartition des demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi



Source : France Travail, STMT, demande d'emploi en fin de mois, décembre 2023
 Note : les données présentées portent sur les demandeurs d'emploi de catégorie ABC.

- Le **Rhône, l'Isère et la Loire** concentrent à eux seuls **près de la moitié des DE BOE**, une proportion qui se retrouve également pour l'ensemble des demandeurs d'emploi.
- C'est dans **l'Allier, le Cantal et la Haute-Loire** que la **part des DE BOE** parmi les DE tous publics est **la plus élevée**.
- Les **évolutions entre 2018 et 2023** du nombre de DE BOE sont **très hétérogènes** selon les départements : elles sont orientées **à la baisse** dans tous les départements à l'exception de l'Allier (+1%) et varient de -35% dans la Loire à -10% dans l'Ain.
- En revanche, ce sont dans le Cantal, l'Allier et l'Isère que les diminutions sont les plus importantes pour le tout public.

Avertissement : les évolutions sur le public BOE sont à analyser avec précaution (selon la durée de validité de la reconnaissance, le statut du demandeur d'emploi peut changer au cours du temps).



En 2023, le taux de chômage est de **12%** au niveau national pour les bénéficiaires de l'obligation d'emploi contre **7%** pour l'ensemble des demandeurs d'emploi



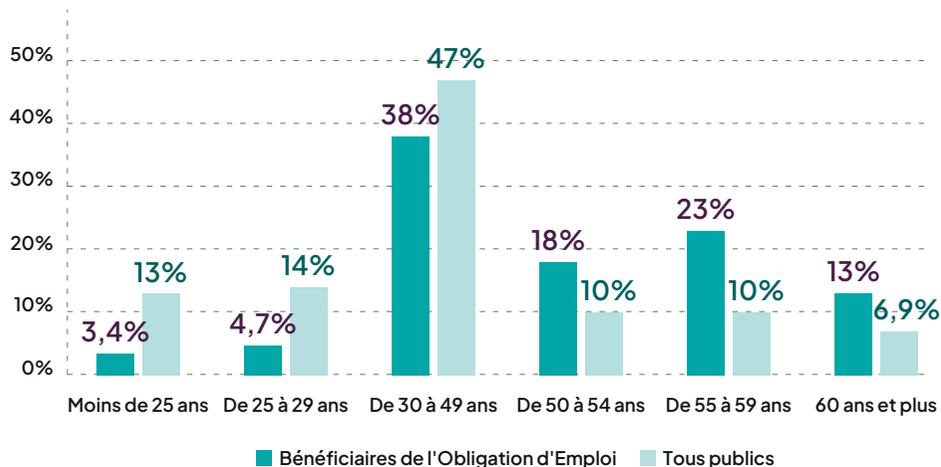
En Auvergne-Rhône-Alpes, **48 896** demandeurs d'emploi sont bénéficiaires de l'obligation d'emploi (soit 8,2% de la demande d'emploi totale et 12% du total national des demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi)



Entre 2018 et 2023, le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi a diminué de **8%** (-7% sur l'ensemble des demandeurs d'emploi et -19% pour les DEBOE au niveau national)

#5 A. Demande d'emploi

Caractéristiques des demandeurs d'emploi (catégorie ABC)

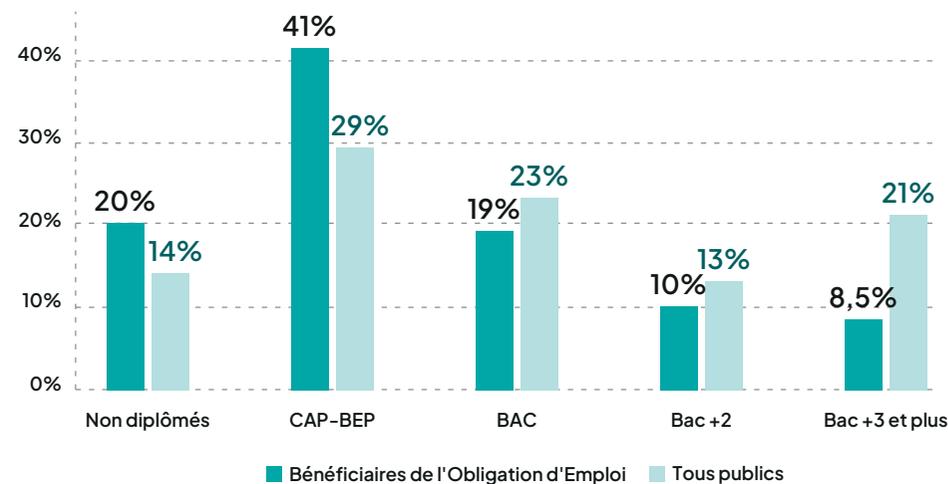


Source : France Travail, STMT, demande d'emploi en fin de mois, décembre 2023
 Note : les données présentées portent sur les demandeurs d'emploi de catégorie ABC.

- ➔ La part des femmes BOETH varie de 48% en Haute-Loire à 55% dans l'Ain. Il n'y a cependant **pas de spécificité départementale au niveau du sexe** pour les BOETH.
- ➔ Les **DE BOE** sont en moyenne **plus âgés** que l'ensemble des DE : 54% ont 50 ans et plus contre 27% tous publics. La part des 50 ans et plus varie de 51% dans le Rhône à 57% dans l'Ain et le Cantal.
- ➔ La **part des non diplômés** parmi les **DE BOE** est **plus importante** que pour l'ensemble des demandeurs d'emploi : 61% ont un niveau inférieur au bac contre 43% tous publics. En Haute-Loire, 67% des DE BOE ont un niveau inférieur au bac. À l'inverse, c'est dans le Rhône où la part de DE BOE ayant un niveau Bac +2 et plus est la plus élevée (23%).



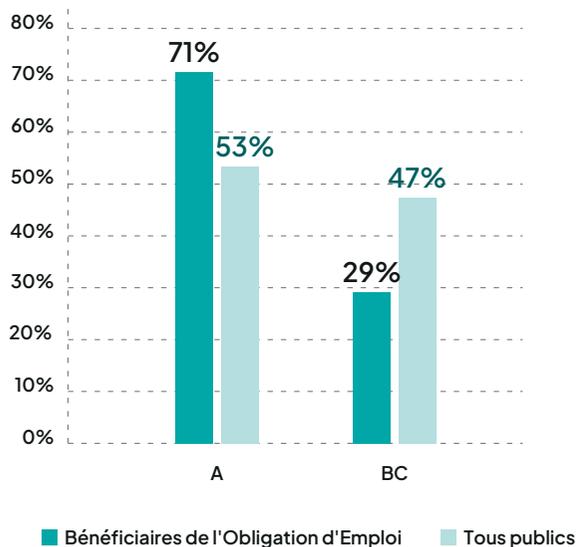
Répartition par niveau



Source : France Travail, STMT, demande d'emploi en fin de mois, décembre 2023
 Note : les données présentées portent sur les demandeurs d'emploi de catégorie ABC.

#5 A. Demande d'emploi

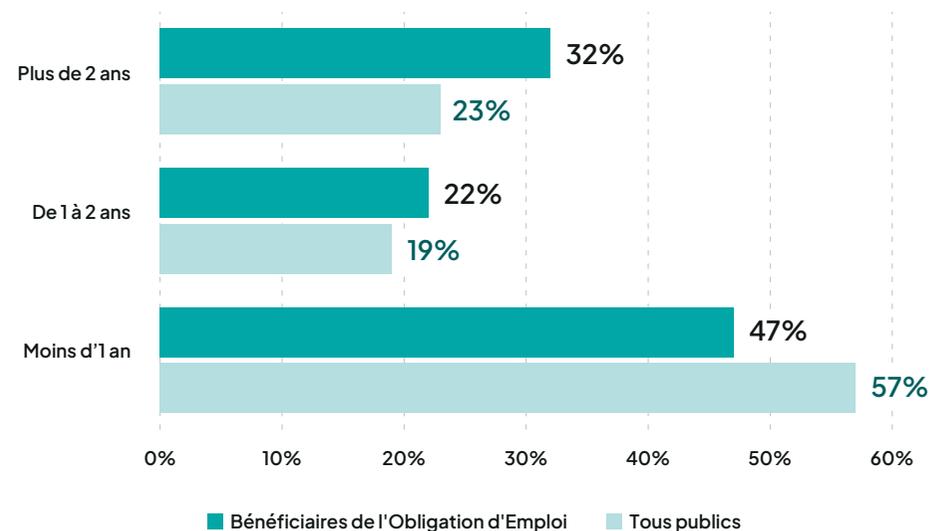
Répartition par catégorie de demande d'emploi



Source : France Travail, STMT, demande d'emploi en fin de mois, décembre 2023
 Note : les données présentées portent sur les demandeurs d'emploi de catégorie ABC.

- ➔ Les **demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi** sont à **71% en catégorie A** si on ne prend en compte que les DE tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégorie ABC), 64% toutes catégories confondues.
- ➔ Les **DE BOE** sont **plus longtemps** au chômage : 32% le sont depuis plus de deux ans contre 23% pour l'ensemble des demandeurs d'emploi. L'Ardèche et l'Allier sont les départements où cette ancienneté au chômage est la plus marquée.

Répartition par durée d'ancienneté au chômage



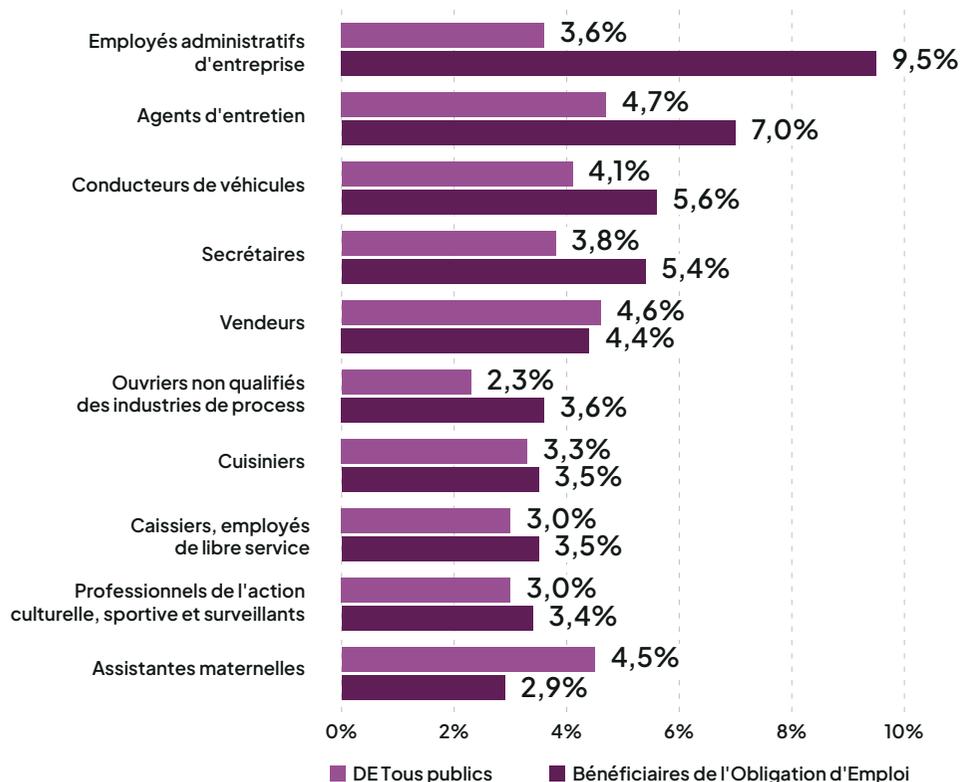
Source : France Travail, STMT, demande d'emploi en fin de mois, décembre 2023
 Note : les données présentées portent sur les demandeurs d'emploi de catégorie ABC.

Les différentes catégories de DE tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi sont les suivantes :

- Catégorie A** : DE tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- Catégorie B** : DE tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- Catégorie C** : DE tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. plus de 78 heures au cours du mois).

#5 A. Demande d'emploi

Les métiers les plus recherchés par les DE BOE en région



- Le métier **d'employés administratifs d'entreprise** est le **plus recherché** par les DE BOE, avec **9,5%** de la demande d'emploi (contre 3,6% sur l'ensemble des demandes).
- Au niveau départemental, la **Haute-Loire** fait **figure d'exception** : c'est le seul département où le **métier « Agents de gardiennage et de sécurité »** sort en tête des demandes d'emploi pour les DE BOE (7,2% des demandes contre 1,7% pour le « tous publics »).
- À noter que le métier d'employés administratifs d'entreprise n'est pas considéré comme étant en tension sur la région.



Le métier le plus demandé par les BOETH est **Employés administratifs d'entreprise**

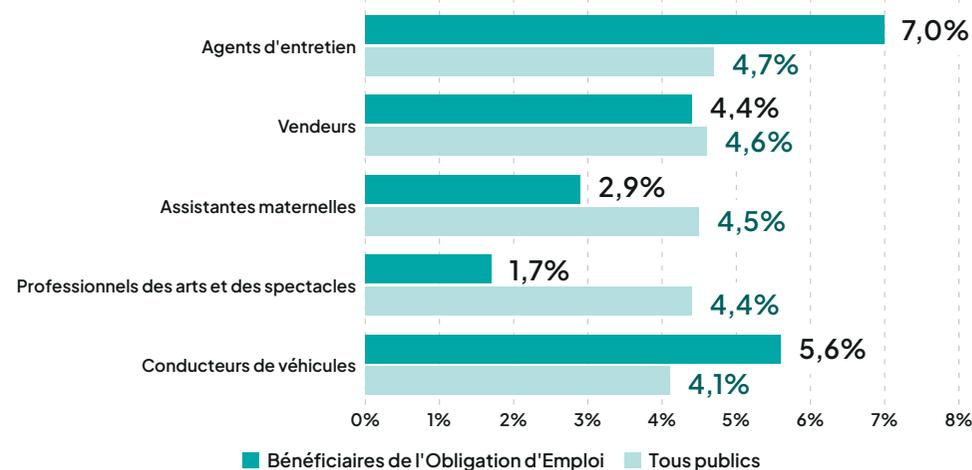
Il représente 9,5% de la demande d'emploi BOE mais 3,6% de la demande d'emploi Tous publics



À l'inverse, le métier le plus demandé par les DE tous publics est **Agents d'entretien**

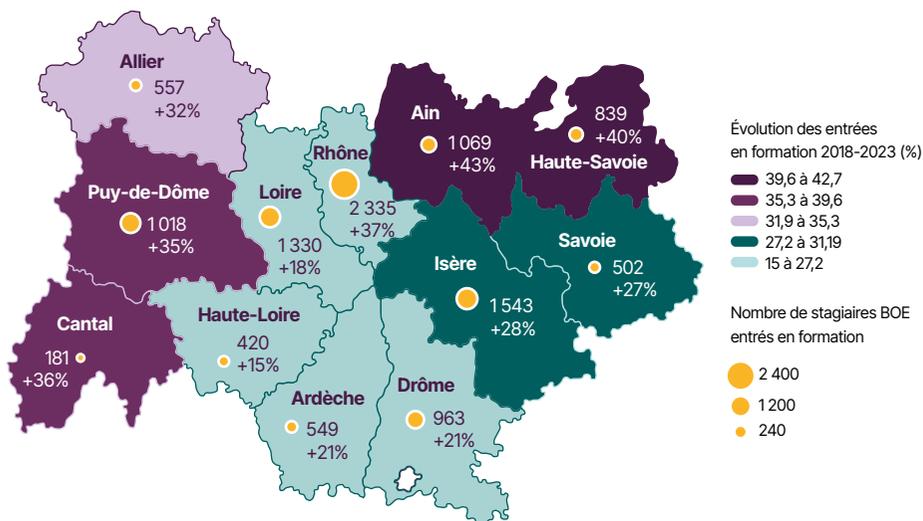
Il représente 7,0% de la demande d'emploi Tous publics mais 4,7% de la demande d'emploi BOE

Les métiers les plus recherchés par les DE Tous publics en région



#5 B. Formation des demandeurs d'emploi

Répartition des stagiaires BOE entrés en formation continue



Source : France Travail, fichier des entrées en formation, données brutes, années 2018-2023

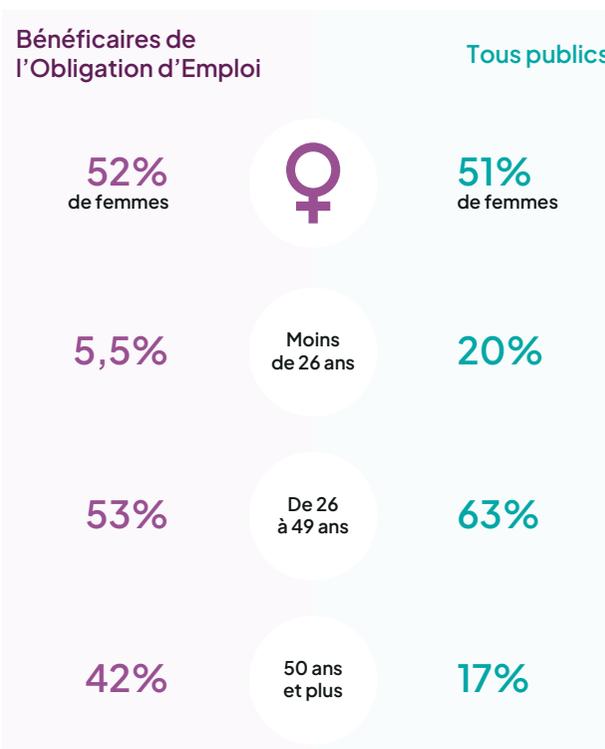
- ➔ Plus de **11 300 stagiaires bénéficiaires de l'obligation d'emploi** ont suivi une formation en 2023, soit 13% du total régional.
- ➔ **Entre 2018 et 2023**, les évolutions sont **très hétérogènes** allant de 15% d'augmentation en Haute-Loire à 43% dans l'Ain.
- ➔ La **Haute-Loire** est le département qui, **proportionnellement, forme le plus de DE BOE** : 13% des stagiaires étaient des DE BOE, 12% dans les départements de l'Allier, du Puy-de-Dôme et du Cantal. À l'inverse, le **Rhône** enregistre la **part de bénéficiaires de l'obligation d'emploi la plus faible** dans les effectifs stagiaires (7,4%), avec les 2 Savoie (8,2% en Haute-Savoie et 8,3% en Savoie).
- ➔ Il y a **légèrement plus d'hommes formés** parmi les DE BOE, mais les femmes restent majoritaires.
- ➔ Les **stagiaires DE BOE** sont **moins jeunes** que l'ensemble des formés : ils sont 5% à avoir moins de 26 ans contre 20% tous publics confondus et 42% à avoir 50 ans et plus contre 17% sur l'ensemble des formés.



En Auvergne-Rhône-Alpes,
11 306
stagiaires Bénéficiaires
de l'Obligation d'Emploi
sont entrés en formation
continue en 2023
(soit 9,4% du total)

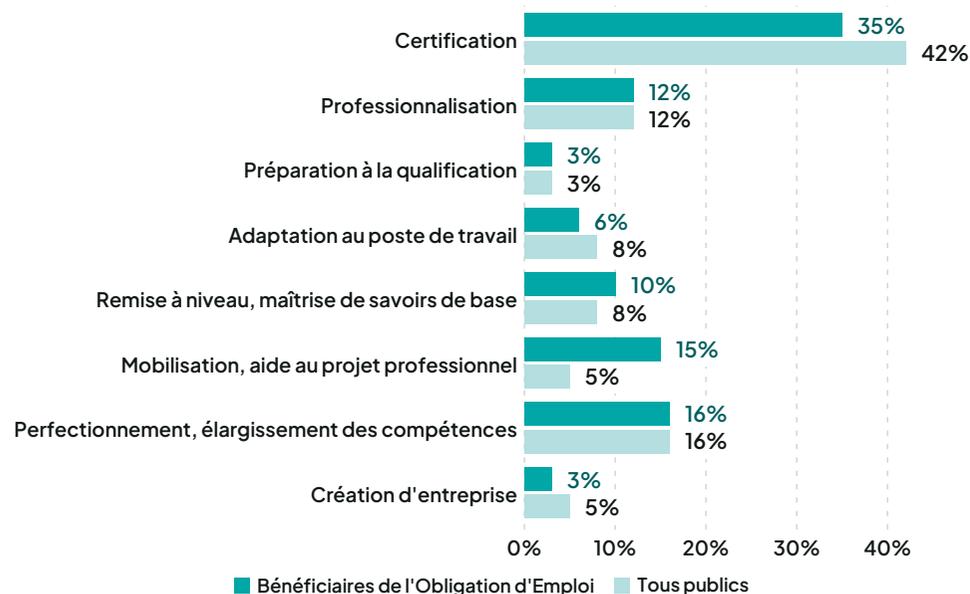


Évolution 2018 - 2023
+31%
(+51% sur l'ensemble des DE)



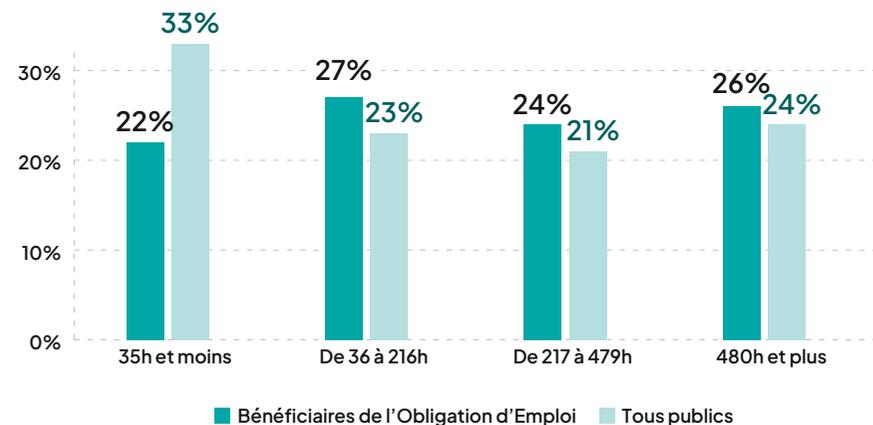
#5 B. Formation des demandeurs d'emploi

Caractéristiques des formations suivies

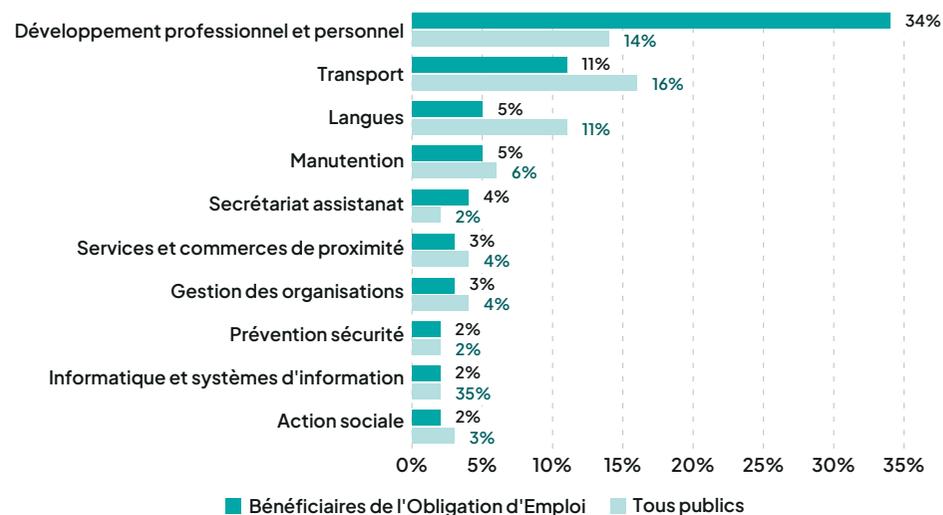


- **35%** des formations suivies par des DE BOE avaient pour objectif **l'obtention d'une certification** (contre 42% pour l'ensemble des DE). Les formations ayant pour **objectif la mobilisation et l'aide au projet professionnel** sont **plus suivies** par les stagiaires BOE que par l'ensemble des stagiaires.
- Les **DE BOE** suivent des **formations plus longues** que l'ensemble des DE : 78% suivent des formations d'une durée supérieure à 35h contre 67% tous publics.
- Les 3 **premiers secteurs de formation** sont **très différents entre les publics** : les DE BOE sont plus souvent positionnés sur **des formations relevant du développement professionnel et personnel** (34% des formations relèvent de ce secteur), viennent ensuite les **formations du transport** (qui sont celles les plus suivies par l'ensemble des DE) et les **formations linguistiques** mais, dans une moindre mesure, (5% des formations suivies par les DE BOE contre 11% pour l'ensemble des DE).

Répartition par durée de formation



Top 10 des formations suivies par les stagiaires BOE par secteur de formation



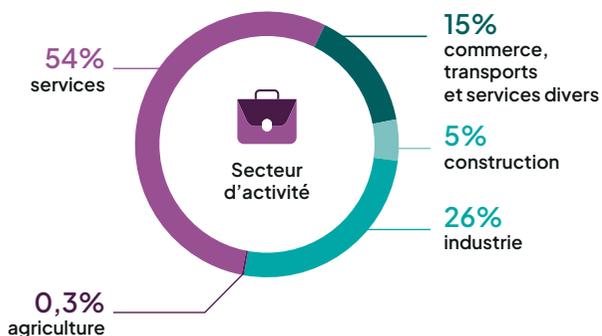
Source : France Travail, fichier des entrées en formation, données brutes, année 2023

#6

Maintien dans l'emploi

#6 A. Les critères de risques et populations liées

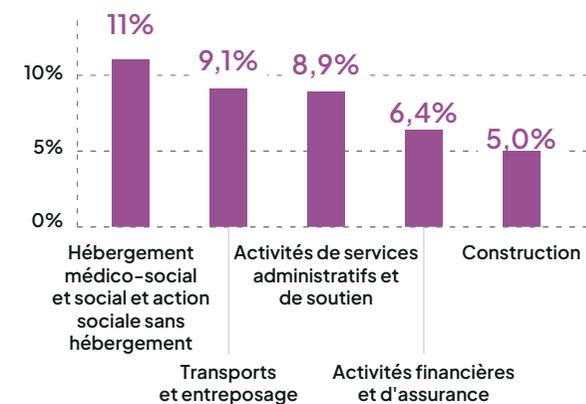
Répartition par secteur d'activité des salariés handicapés dans les établissements assujettis à l'obligation d'emploi TH



Source : Dares, DSN-Sismmo, extrait à juillet 2022 (pour 2021)
Traitement : DREETS ARA (SESE)

- En 2021, **70 093 salariés** relèvent de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés. Plus de la moitié d'entre eux sont employés dans le secteur des services et plus du quart dans le secteur industriel.
- Dans le détail, l'**hébergement médico-social et social et l'action sociale sans hébergement** concentre à lui seul **11% des salariés TH**.

Top 5 des secteurs employant le plus de salariés relevant de l'OETH



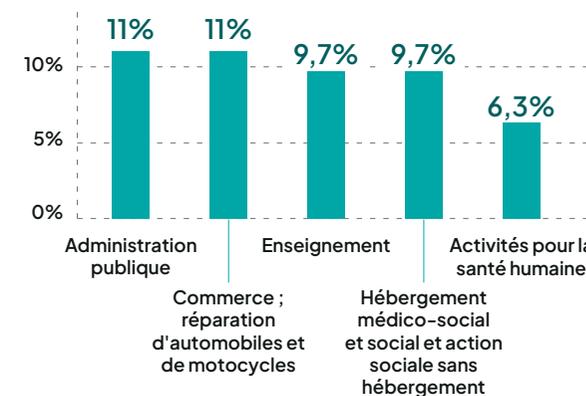
Répartition par secteur d'activité des salariés de 45 ans et plus



Source : Insee - RP au lieu de résidence 2021

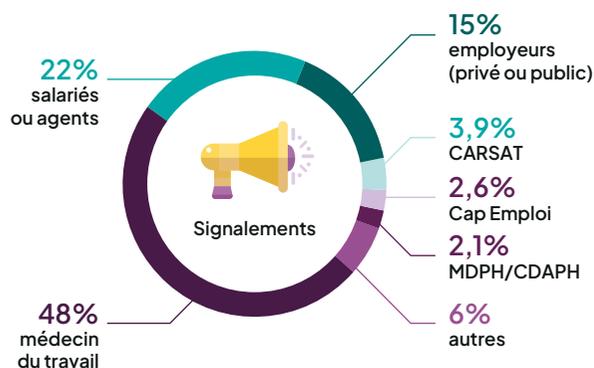
- En 2021, **1 279 646 salariés** sont âgés de **45 ans et plus**. 40% d'entre eux sont employés dans le commerce, transports et services divers.
- L'**administration publique** est le secteur qui a le **plus grand nombre de salariés de 45 ans et plus**, suivi de très près par le commerce et la réparation d'automobiles et de motos, seulement 3 300 salariés séparent les 2 secteurs.

Top 5 des secteurs employant le plus de salariés de 45 ans et plus



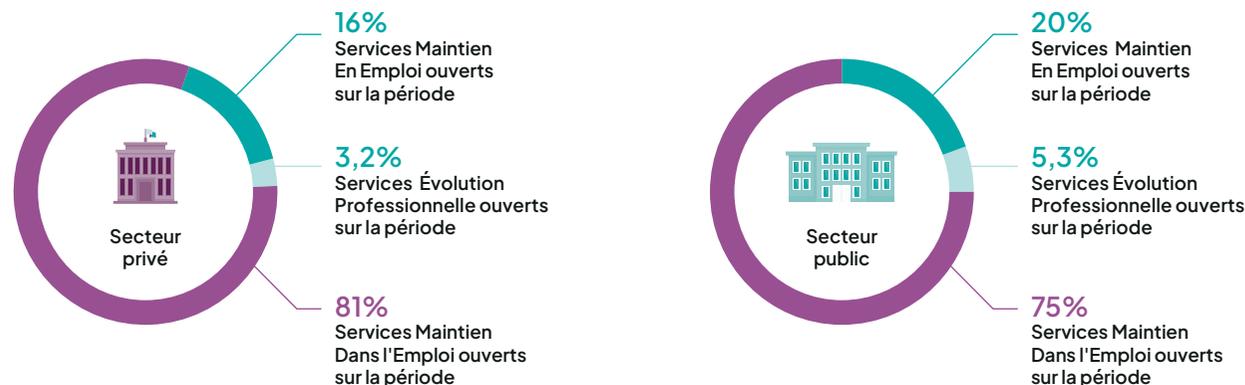
#6 B. Les signalements et les prises en charge par les Cap emploi

Répartition des signalements ouverts sur la période par origine



Source : AGEFIPH – Données CHEOPS T4-2023

Répartition des services ouverts sur la période par mission



- ➔ **8 785 signalements à Cap emploi** ont été **ouverts sur l'année 2023**, dont **65%** avaient pour objet une question de **maintien dans l'emploi**.
- ➔ Les signalements concernent dans **3 cas sur 4 le secteur privé** : 42% d'entre eux ont été émis par le médecin du travail, 18% par le salarié lui-même et dans 14% des cas par son employeur.

- ➔ En **décembre 2023, 4 120 dossiers** étaient **actifs** sur les 3 missions des Cap Emploi que sont le maintien dans l'emploi, le maintien en emploi et l'évolution professionnelle.
- ➔ **93%** d'entre eux concernaient un **salarié du secteur privé**.
- ➔ Durant l'année **2023, 5 952 nouveaux services** ont été **ouverts** qui se répartissent tous secteurs confondus à **81% sur les services de maintien dans l'emploi**, 16% dans le maintien en emploi et 3% sur l'évolution professionnelle.

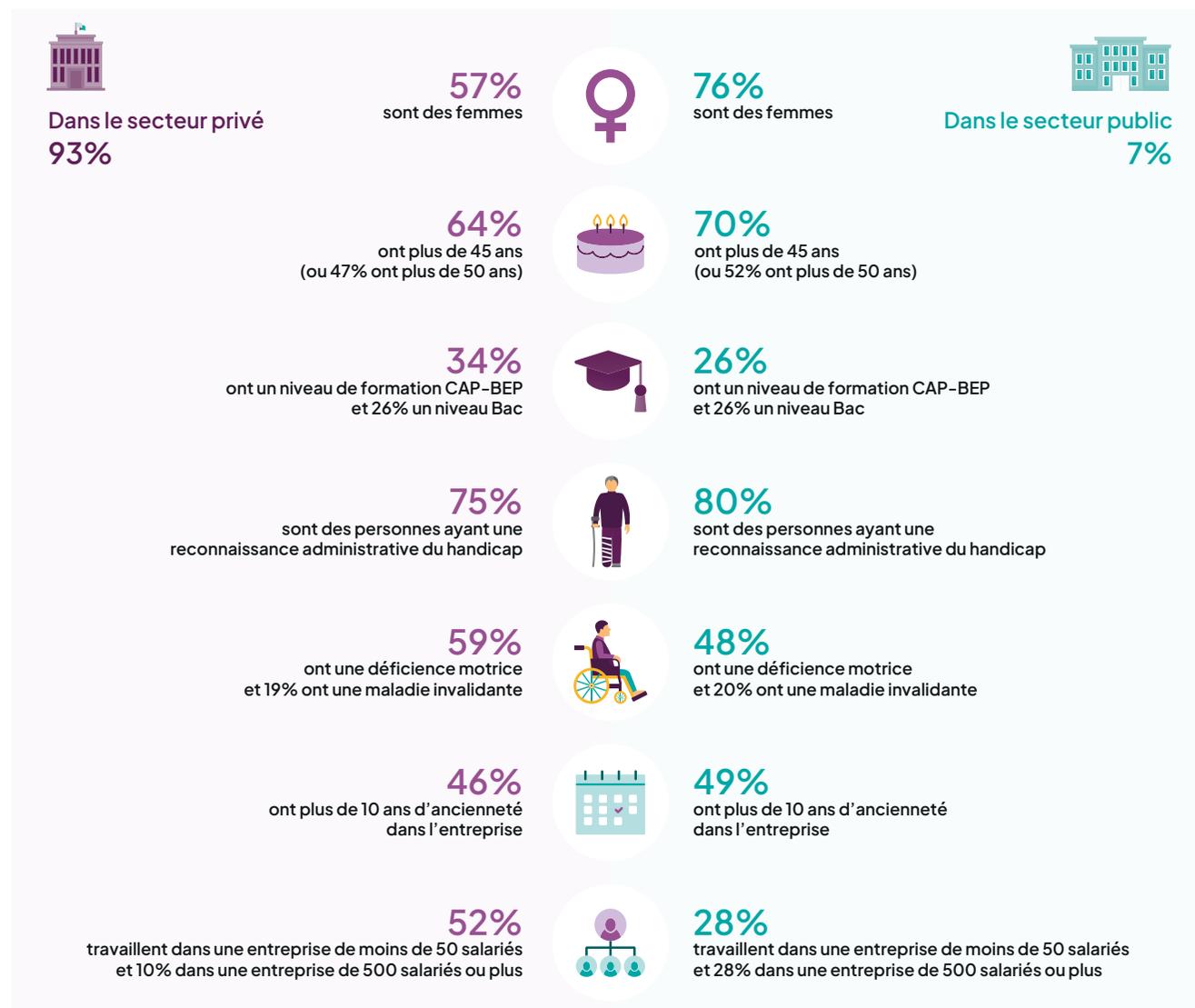


Les **Cap emploi** sont des **organismes de placement spécialisés (OPS)** exerçant une mission de service public. Ils sont en charge de la préparation, de l'accompagnement, du suivi durable et du maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Les 3 services proposés par les Cap emploi sont : le **maintien dans l'emploi** d'un salarié au même poste, dans un autre poste de l'entreprise d'origine, dans une autre entreprise du groupe d'origine, le **maintien en emploi** qui couvre la situation où le salarié retrouve un emploi dans une autre entreprise que celle d'origine et l'**évolution professionnelle**.

#6 B. Les signalements et les prises en charge par les Cap emploi

Zoom sur les personnes traitées par le service Maintien dans l'emploi des Cap emploi



- ➔ Moins d'une personne sur 10 suivie par le service maintien dans l'emploi des Cap emploi **travaille dans le secteur public.**
- ➔ Dans le secteur privé, les **personnes suivies** par le service maintien dans l'emploi sont le plus souvent des **femmes**, des salariés âgés **de plus de 45 ans**, avec un **niveau de formation peu élevé.**
- ➔ Dans le secteur privé, **3 personnes sur 4** ont une **reconnaissance administrative du handicap** (4 sur 5 dans le secteur public), et 3 sur 5 ont une déficience motrice (1 sur 2 dans le secteur public).
- ➔ Elles ont une **ancienneté plus importante** dans leurs entreprises et **1 sur 2 travaille dans une petite entreprise** (moins de 50 salariés).
- ➔ Les **différences** entre le **secteur privé** et le **secteur public** sont les **plus marquées** pour les **femmes**, pour la **nature du handicap principal** de la personne, à savoir le plus souvent la déficience motrice et la **taille de l'entreprise** dans laquelle exerce le salarié.



Les Cap emploi s'adressent aux personnes handicapées qui sont en recherche d'emploi, salariés, agents publics ou travailleurs indépendants souhaitant s'engager dans une reconversion professionnelle ainsi qu'aux employeurs privés ou publics, quel que soit l'effectif de l'entreprise.

#6 C. Zoom sur la prévention de la désinsertion professionnelle (PDP) et le travail des services de prévention et de santé au travail (SPST)



L'enquête annuelle de la DGT : Objectif de l'enquête

Le décret du 15 novembre 2022 relatif à l'agrément et aux rapports d'activité des SPST, pris en application de la loi du 2 août 2021, prévoit la mise en œuvre d'une enquête annuelle dématérialisée permettant de remonter à l'administration les données relatives à l'activité et à la gestion financière des SPST (article D. 4622-57 du code du travail).

Cette enquête, pilotée par la DGT, est renseignée par les directions des SPST (SPST interentreprises, autonomes) sur un outil numérique dédié.

Ces données permettront à l'administration d'avoir une meilleure connaissance, consolidée au niveau national, de l'activité des SPST et de leur fonctionnement. Elles constitueront également un moyen d'évaluer la mise en œuvre des dispositions de la loi du 2 août 2021.

Ces données serviront également aux DREETS dans le cadre de la gestion des agréments des services. À ce titre, cette enquête remplace désormais les rapports d'activité médicale et rapports d'activité financière. Elle constitue une obligation réglementaire qui s'impose à chaque SPST et qui sera vérifiée lors de la délivrance de l'agrément.

En **Auvergne-Rhône-Alpes**, les services de prévention et santé au travail ayant répondu à l'enquête DGT 2023 sont au nombre de **24 SPSTI** et **41 SPSTA**. Ils suivent **2 241 614 salariés** (cf. page 10).

NB : Le taux de réponse pour les SPSTI est de 89% et pour les SPSTA de 71%.

Chiffres-clés de l'enquête 2023 en Auvergne-Rhône-Alpes



Les services de prévention et de santé au travail (SPST) sont chargés de **préserver la santé au travail** des travailleurs et d'accompagner les employeurs, les travailleurs et leurs représentants en matière de prévention des risques professionnels.

Chaque employeur doit adhérer ou organiser un SPST afin de satisfaire à l'obligation de santé et sécurité prévue par le code du travail. Il peut faire le choix d'adhérer à un service de prévention et de santé au travail interentreprises (SSTI) ou de mettre en place un service prévention et de santé au travail autonome (SSTA) si l'effectif de son entreprise dépasse 500 salariés.



19 106
salariés ont été
déclarés inaptes en 2022



8 950
salariés ont bénéficié d'un
accompagnement social par le
service social du SPST



63 062
visites de pré-reprises ont été
effectuées par les SPST

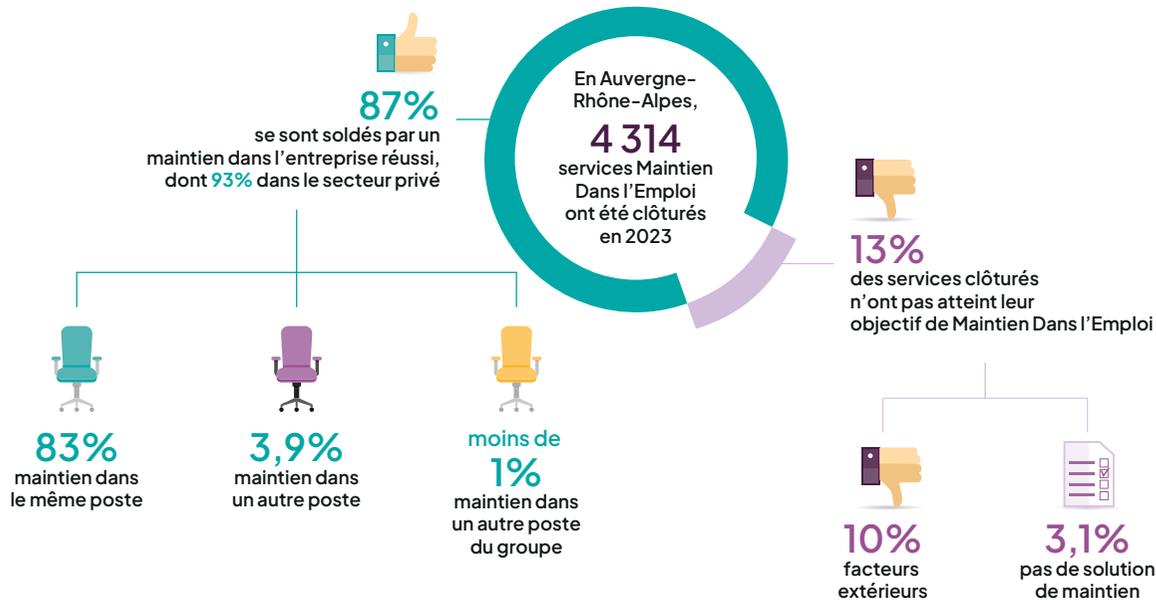


70 545
salariés ont fait l'objet
d'une recommandation
d'aménagement



14 988
salariés ont été orientés
vers un partenaire externe
en lien avec le PDP

#6 D. Situations de maintien : zoom sur l'activité des services MDE des Cap emploi



Source : AGEFIPH – Données CHEOPS T4-2023

- ➔ **4 811 services Maintien dans l'emploi** ont été **ouverts en 2023** et 4 314 ont été clôturés sur cette même année.
- ➔ Les **maintiens réussis** sur le **même poste** de travail concernent **95%** des maintiens dans le **secteur privé** et **97%** dans le **secteur public**.
- ➔ 97% des maintiens réussis se font sur le même métier, tous secteurs confondus.
- ➔ 99% se font sur le même niveau de qualification.
- ➔ Lors du suivi à 3 mois, **89%** des personnes ont déclaré **être en poste ou en activité** ; 87% lors du suivi à 6 mois.



#6 D. Situations de maintien : zoom sur l'activité des services MDE des Cap emploi



- ➔ Dans le secteur privé, les personnes ayant eu un **maintien dans l'emploi réussi** sont le plus souvent des **femmes**, des salariés âgés **de plus de 45 ans**, avec un **niveau de formation peu élevé**.
- ➔ Dans le secteur privé, **4 personnes sur 5 ont une reconnaissance administrative du handicap** (idem dans le secteur public), et 3 sur 5 ont une déficience motrice.
- ➔ Elles ont **une ancienneté plus importante** dans l'entreprise et **1 sur 2 travaille dans une petite entreprise** (moins de 50 salariés). Dans le secteur public, 1 personne sur 3 travaille dans une structure de plus de 500 salariés.
- ➔ Les **différences** entre le **secteur privé** et le **secteur public** sont les **plus marquées** pour les **femmes**, pour les plus de 45 ans, pour le **niveau de formation** et la **taille de l'entreprise** dans laquelle exerce le salarié.

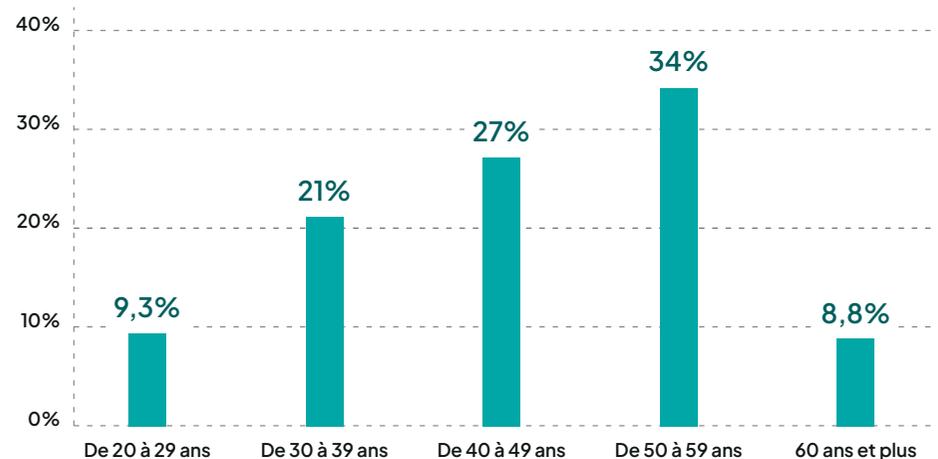
#6 E. Les licenciements pour inaptitude

Nombre d'inscriptions à France Travail par motif d'inscription en 2022

	Nombre d'inscriptions	% du total des inscriptions	Évolution 2018-2022
Inscriptions suite à un licenciement pour motif personnel	61 693	8,4%	4,8%
dont inscriptions suite à un licenciement pour inaptitude	13 408	1,8%	18%
Inscriptions suite à un licenciement pour motif économique	13 192	1,8%	-21%
Autres motifs d'inscriptions (fin de CDI/CDD, reprise d'activité...)	663 407	90%	-2,6%
Tous motifs d'inscriptions	738 292	100%	-2,4%

Source : France Travail Auvergne-Rhône-Alpes - SISF-STMT / Traitement : Dreets ARA (SESE)
 Note : Le sexe n'est pas renseigné pour moins de 1% des inscrits.

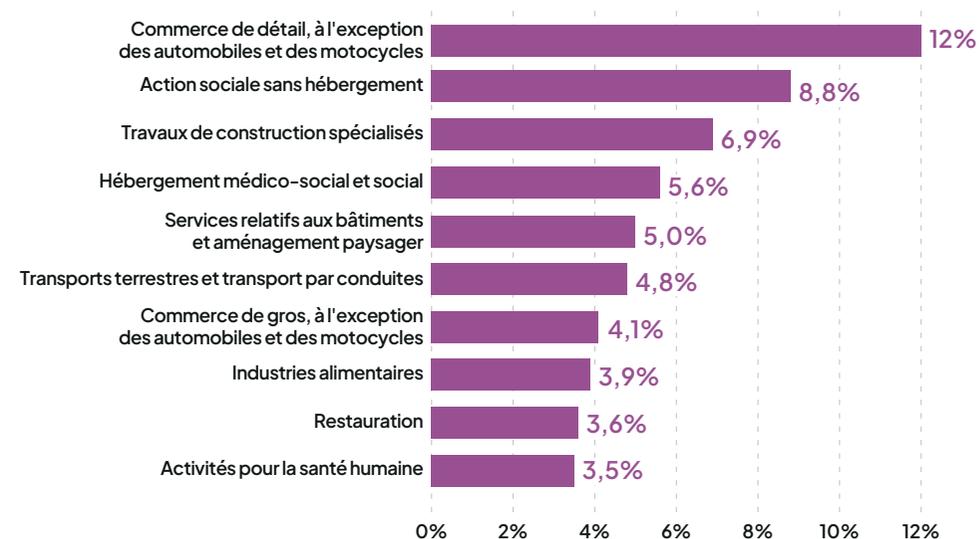
Répartition des inscriptions suite à un licenciement pour inaptitude selon l'âge



Source : France Travail Auvergne-Rhône-Alpes - SISF-STMT / Traitement : Dreets ARA (SESE)
 Note : Les données sur l'âge porte sur les chiffres 2021.

- ➔ Parmi les **738 292 inscriptions** à France Travail en 2022, **moins de 2%** faisaient suite à un **licenciement pour inaptitude**.
- ➔ Ce motif d'inscription a connu une **progression significative entre 2018 et 2022** (+18% versus -2,4% tous motifs confondus).
- ➔ Le **licenciement pour inaptitude** touche principalement les **femmes** (56%), les **40 à 60 ans** (61%), mais concerne seulement 9% de 60 ans et plus.
- ➔ Les **personnes licenciées pour inaptitude** viennent principalement du **secteur des services**, notamment le **commerce ou l'action sociale et la santé**. À noter le poids important du secteur des travaux de construction spécialisés et la faible représentation de l'industrie.

Top 10 des secteurs d'origine des personnes inscrites suite à un licenciement pour inaptitude



Source : France Travail Auvergne-Rhône-Alpes - SISF-STMT / Traitement : Dreets ARA (SESE)
 Note : Les données sur le secteur porte sur les chiffres 2021.

Glossaire

- AAH** : Allocation adulte handicapé
- ACI** : Ateliers et chantiers d'insertion
- AAEH** : Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé
- AGEFIPH** : Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées
- AI** : Associations intermédiaires
- AURA** : Auvergne-Rhône-Alpes
- BEP** : Brevet d'études professionnelles
- BOE** : bénéficiaire de l'obligation d'emploi
- CAMSP** : Centres Action Médico-Sociale Précoce
- CAP** : certificat d'aptitude professionnelle
- CARIF-OREF** : Centre animation ressources d'information sur la formation - Observatoire régional emploi formation
- CARSAT** : caisses d'assurance retraite et de la santé au travail
- CDAPH** : Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées
- CDD** : Contrat à durée déterminée
- CDI** : Contrat à durée indéterminée
- CHEOPS** : Conseil national Handicap & Emploi des Organismes de placement spécialisés
- CMPP** : Centres Médico-Psycho-Pédagogique
- CPGE** : classes préparatoires aux grandes écoles
- DARES** : Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques
- DE** : Demandeur d'Emploi
- DEPP** : direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance
- DGESCO** : direction générale de l'enseignement scolaire
- DGESIP** : direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle
- DGT** : Direction générale du travail
- DSN** : déclaration sociale nominative
- DREES** : Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistique
- DREETS** : Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
- EA** : entreprises adaptées
- EACR** : enquête annuelle auprès des caisses de retraite
- EESPIG** : établissement d'enseignement supérieur privé d'intérêt général
- EI** : Entreprise d'insertion
- EPL** : établissement public local d'enseignement
- EREA** : établissements régionaux d'enseignement adapté
- ESAT** : Établissement et service d'accompagnement par le travail
- ETTI** : entreprise de travail temporaire d'insertion
- ETP** : équivalent temps plein
- FIPHFP** : Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique
- FPH** : Fonction publique hospitalière
- IEM** : Instituts d'éducation motrice
- IME** : Instituts médico-éducatifs
- INSEE** : Institut national de la statistique et des études économiques
- IP** : incapacité permanente
- ITEP** : Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique
- MDE** : Maintien dans l'emploi
- MESR** : Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche
- OETH** : obligation d'emploi des travailleurs handicapés
- OPS** : organismes de placement spécialisés
- PDP** : Prévention de la Désinsertion Professionnelle
- PRITH** : Plan régional pour l'insertion des travailleurs handicapés
- RP** : Recensement de la population
- RQTH** : Reconnaissance de qualité de travailleur handicapé
- SESE** : Service Etudes Statistiques Evaluation
- SESSAD** : Services d'éducation spéciale et de soins à domicile
- SIAE** : structures de l'insertion par l'activité économique
- SISMMO** : Système d'information statistique des mouvements de main-d'œuvre
- SISP** : Système d'Information Statistiques et Pilotage
- SNTRP** : Système National pour la Tarification des Risques Professionnels
- SPST** : service de prévention et de santé au travail
- SPSTA** : service de prévention et de santé au travail autonome
- SPSTI** : service prévention et de santé au travail interentreprises
- STS** : sections de technicien supérieur
- STMT** : Statistiques Mensuelles du Marché du Travail
- TED** : Taux d'emploi direct
- TH** : Travailleur handicapé
- ULIS** : Unité localisée pour l'inclusion scolaire

Cet outil a été financé par la DREETS Auvergne-Rhône-Alpes et l'Agefiph et réalisé par Via Compétences.



Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités



Le site des professionnels de l'orientation, formation, emploi

www.datascope.via-compétences.fr



Abonnez-vous à la newsletter

www.linkedin.com/company/prith-ara

prith-ara.fr